GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM 2016

VOL.79, N° 1, 2017

UNE FORMATION DYNAMIQUE ADAPTÉE AUX EXIGENCES ACTUELLES

POUR UNE INTERVENTION SÛRE
DE NOUVEAUX COURS PRAGMATIQUES P. 6

ACTUALISATION DE LA FORMATION
POUR UNE ÉPREUVE DE QUALIFICATION AU TIR DYNAMIQUE P. 9

SUPER-FACULTÉ DE RECONNAISSANCE
UNE BRIGADE AIDE LA POLICE LONDONIENNE À CLORE DES DOSSIERS P. 36

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

FORMATION DE CADET RÉMUNÉRÉE

Les cadets en formation à l'École de la Gendarmerie royale du Canada reçoivent une indemnité dès le premier jour.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada | Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1939

Vol. 79, N° 1, 2017

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

DOSSIER

6 Une formation adaptée au travail policier actuel
9 L'épreuve de qualification au tir, au-delà du tir à la cible
10 Nouveaux cours et outils pour aider les équipes de plongée à clore des dossiers
11 Débat d'experts sur la sensibilisation à la réalité autochtone
14 Formation des experts aux enquêtes sur des atrocités
15 Un cours sur la gestion du stress extrême
16 Résilience accrue par une démarche axée sur les preuves
18 La physique des taches de sang expliquée
19 Une formation permet aux recrues de mettre leurs aptitudes en pratique
20 Discussion : quatre instructeurs parlent formation
24 Une agente de Calgary initie les policiers d'Ukraine à la patrouille cycliste
26 Un cours de motocyclette favorise une approche intégrée
27 Conseils pour la formation des policiers à l'écran

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
28 Les faits : fentanyl
29 Nouvelle technologie : pour faciliter les interventions sûres
30 Entretien sur les techniques d'entrevue
31 La police de Regina utilise une tablette en cour
32 Reportage externe : Intervention concertée face aux combattants étrangers
34 À l'avant-scène
36 Une super-brigade de reconnaissance à l'œuvre

LAURÉATE DU PRIX MARCOM

La *Gazette* a reçu le prix or MarCom dans la catégorie magazine/gouvernement pour son numéro sur comment le public soutient les opérations (vol. 78, n° 1, 2016).

Les prix MarCom reconnaissent les réalisations exceptionnelles de professionnels de la communication qui se distinguent par leur savoir-faire, leur créativité et leur initiative. En tant que lauréate du prix or, la *Gazette* a surpassé les normes élevées de ce secteur en 2016. ■

MAINTIEN ET MAÎTRISE

Chaque cadet diplômé de l'École de la GRC, appelée la Div. Dépôt, a suivi une formation intensive de 785 heures sur les tactiques de défense, l'instruction au tir, la conduite automobile, la mise en forme, les sciences policières appliquées, les exercices et les visites de détachements.

De nos jours, la formation policière ne se limite pas aux exercices à la Div. Dépôt. Tout au long de leur carrière, les policiers doivent suivre une formation constamment adaptée qui les prépare aux réalités du monde moderne – manifestation d'envergure, affrontement menant à l'emploi d'une force mortelle, substance dangereuse ou personne en détresse.

Deidre Seiden s'intéresse à deux éléments qui ont amené la GRC à adapter sa formation aux besoins : le boom du fentanyl et les contacts accrus avec des personnes en crise. M^me^ Seiden décrit les nouvelles directives de la GRC concernant le fentanyl ainsi que la formation sur la naloxone et le cours sur le désamorçage en cas de crise, deux cours qui procurent aux policiers les compétences et les connaissances nécessaires pour sauver des vies et assurer leur sécurité au quotidien.

Amelia Thatcher explique l'épreuve annuelle de qualification au tir (EAQT) de la GRC, dont la formation sur le tir au pistolet réglementaire a été mise à jour l'an dernier. L'époque du tir à la cible est révolue. La nouvelle EAQT prépare mieux les policiers à faire face à des situations réelles et elle offre des conseils pour s'améliorer.

M^me^ Thatcher se penche aussi sur le Programme de formation pratique de la GRC, suivi par les gendarmes après leur formation à la Div. Dépôt. Les policiers chevronnés guident les gendarmes à leurs débuts pour s'assurer qu'ils appliquent les compétences acquises dans leur nouvelle communauté. Un mentor a dit : « Les moniteurs de formation pratique font le pont entre la théorie et la pratique ».

Nous parlons à quatre instructeurs chevronnés de la GRC qui enseignent des cours allant de la conduite automobile et du tir de base aux enquêtes policières et à la carabine de patrouille. Vous apprendrez comment la formation a changé et ce que les cours actuels offrent aux policiers.

La formation spécialisée permet aux policiers, entre autres, d'acquérir les compétences pour travailler dans des domaines très techniques — équipes de plongeurs, systèmes d'aéronef télépiloté, et analyse de la morphologie des taches de sang. Les nouvelles technologies et approches pédagogiques occupent une place importante dans ces cours et assurent le succès opérationnel.

Enfin, nous abordons le sujet de la résilience policière, soit la capacité d'un policier à évacuer le stress occasionné par le travail.

Ruth Lamb, infirmière et instructrice en C.-B., examine les dernières pratiques pouvant aider les premiers intervenants à composer avec des événements traumatisants et à s'en remettre par la suite. Judith Andersen de Toronto cherche des façons d'évaluer le stress et d'améliorer le rendement des policiers au moyen d'une formation par scénarios, et ce, afin de réduire les blessures de stress opérationnel.

Ce numéro porte sur les moyens pris par les policiers pour maintenir et élargir leurs compétences et leurs connaissances pendant leur carrière. L'amélioration continue est gage de réussite. ■

— Katherine Aldred

MODIFICATIONS À L'ABONNEMENT

À compter du 1^er^ janvier, nous cesserons de distribuer la version imprimée de la *Gazette* aux abonnés au Canada et à l'étranger. Après quelque 78 ans de diffusion imprimée, nous optons désormais de diffuser nos articles à plus grande échelle et avec rapidité dans le Web. Nous sommes fiers de poursuivre la distribution en ligne gratuite de nos articles primés et de reportages exclusifs en version électronique. La *Gazette* en ligne est d'une lecture conviviale, consultable et accessible sur les appareils mobiles : http://www.rcmp.gc.ca/fr/gazette/accueil.

Chaque numéro de la revue sera conservé en ligne durant deux ans, après quoi il sera archivé hors ligne. Les lecteurs et les bibliothèques peuvent obtenir des exemplaires PDF des numéros courants et anciens de la *Gazette* aux Publications du gouvernement du Canada à grc.ca/-xJF . Il suffit de cliquer sur une année donnée pour en consulter les numéros.

Nous allons cependant continuer de distribuer la version imprimée de la revue aux détachements de la GRC au pays et aux bureaux de liaison de la GRC à l'étranger.

Pour plus de renseignements, communiquez avec nous à gazette@rcmp-grc.gc.ca.

Merci.

GAZETTE

ÉDITRICE : Nancy Sample

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTEURS : Deidre Seiden, Eric Stewart, Amelia Thatcher

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Lisa McDonald-Bourg

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : St. Joseph Communications

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement, mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2017 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : www.rcmp-grc.gc.ca

Suivez-nous sur Facebook : www.facebook.com/grcrcmp

Suivez-nous sur Twitter : @grcrcmppolice #gazettegrc

Visualisez nos vidéos sur YouTube : www.youtube.com/rcmpgrcpolice

EN COUVERTURE:
Le gend. Gareth Newcombe, de la GRC, dans une position de tir à découvert lors d'un cours à l'extérieur de Déploiement rapide pour action immédiate. La formation policière d'aujourd'hui est constamment adaptée pour mieux préparer les agents à affronter les risques du monde contemporain.
Photo : Leann Parker, GRC

UN LIVRE NUMÉRIQUE POUR PRÉVENIR LE TERRORISME

par Amelia Thatcher

Sachant la population préoccupée par la sécurité nationale, la GRC a lancé à l'automne son premier livre numérique sur le terrorisme et la radicalisation menant à la violence.

« Sensibiliser plus de gens au phénomène de la radicalisation et à ses signes avant-coureurs peut aider à prévenir le terrorisme, croit la surint. Martine Fontaine, officière responsable des Enquêtes criminelles adjointe – Crime organisé et Prévention pour le Québec. Nous avons voulu produire un guide moderne, complet et exact. »

Le *Guide de sensibilisation au terrorisme et à l'extrémisme violent* est destiné aux membres de la GRC, aux services de police locaux, aux premiers intervenants et à la population. L'intention des auteurs est d'expliquer comment la radicalisation peut mener à la violence, dans l'espoir de mettre un terme aux attentats en sol canadien et ailleurs.

« D'accord, d'autres problèmes se posent plus souvent, mais puisqu'on vit avec le terrorisme, il faut savoir ce qu'on peut faire pour le prévenir, croit le surint. Chad Tawfik du Service de police d'Edmonton. Pour l'avoir lu, je trouve que ce livre numérique sera utile à tout le monde. »

Le guide a été rédigé par les équipes de communications et de sensibilisation à la sécurité nationale au Québec, en collaboration avec des partenaires policiers d'ailleurs au pays.

On y trouve des définitions générales liées à la violence, des indicateurs de la radicalisation menant à la violence et la façon de signaler une activité suspecte. On y décrit les idéologies des groupes d'extrême droite, d'extrême gauche et à motivation unique, et on dresse une fiche d'information sur 54 entités terroristes inscrites.

« La radicalisation menant à la violence dépasse le cadre de ce que les gens y associent habituellement et le guide leur ouvrira les yeux sur son ampleur, estime le surint. Tawfik. Quelles que soient leurs idéologies, la radicalisation des personnes prend des chemins très semblables. »

Le guide rappelle au lecteur que la violence ne se limite pas à un groupe, à une classe sociale, à une religion, à une culture, à une ethnicité, à un groupe d'âge ou à une vision du monde uniques.

GRC

Le livre numérique renseignera les policiers et la population en général, notamment les enseignants, les travailleurs sociaux, les parents et les jeunes.

Puisque le guide se présente sous forme numérique, il sera mis à jour régulièrement. Il est aussi interactif et offre des liens à des vidéos et à des ressources.

« Chacun a un rôle à jouer dans la prévention et la détection du terrorisme, affirme la surint. Fontaine. La sécurité nationale est l'affaire de tout le monde. » ■

GILETS DE POINTE POUR LES CHIENS DE POLICE

par Deidre Seiden

Les Services cynophiles de la GRC au Manitoba achètent six gilets pare-balles de pointe dotés d'une caméra et d'un système de communication, pour mieux protéger les chiens de police et accroître la sécurité des policiers dans les situations dangereuses.

« Auparavant, il fallait exposer [les maîtres-chiens] au danger, explique le serg. Kent MacInnis, des Services cynophiles. Avec ces nouveaux gilets, ce n'est plus nécessaire. On peut envoyer le chien seul en continuant de le diriger. »

L'idée a vu le jour au cours d'un exercice d'intervention d'urgence lié à une menace terroriste auquel les Services cynophiles de la GRC ont participé l'été dernier. Les chiens ont été utilisés pour ratisser des pièces et pister un suspect.

Pour l'exercice, les membres du Groupe tactique d'intervention portaient une caméra corporelle, et l'on a fait remarquer au serg. MacInnis qu'il serait idéal si le commandant des interventions pouvait aussi voir ce que voyait le chien.

Depuis, des fonds ont été obtenus pour acheter les gilets grâce au programme provincial de subvention découlant de la confiscation de produits de la criminalité.

Le service cynophile du Service de police de Winnipeg (SPW) possède cet équipement depuis quelques années et l'utilise fréquemment pour les perquisitions à haut risque.

« Avec un robot, on est limité à ce que le robot peut voir et faire, explique le serg. David Bessason, du service cynophile du SPW. Avec un chien, son odorat et la caméra, on voit ce que le chien voit, ainsi que toute indication du chien et tout obstacle dans la pièce. »

Les gilets pare-balles sont fabriqués sur mesure, et chaque gilet est doté d'un support à caméra.

Il y a aussi une deuxième caméra sur le poitrail. Si le chien s'assoit, cette caméra filme ce que voit l'animal. Le système de communication permet au maître de donner des ordres à son chien, et notamment de le rappeler.

Leticia Sherry, GRC

Le chien de police Eddie porte le nouveau gilet pare-balles de pointe.

« Il n'est pas facile de prendre la décision d'exposer son chien à un éventuel danger, mais c'est aussi pour cela qu'on s'entraîne, ajoute le serg. MacInnis. Cet équipement me donne une certaine tranquillité d'esprit. » ■

Leann Parker, GRC

Afin de prévenir toute exposition accidentelle à des drogues dangereuses comme le fentanyl, la GRC a élaboré des lignes directrices sur la manipulation sûre de ces substances

SAUVER DES VIES SANS SE METTRE EN DANGER

FORMER LES POLICIERS DANS UN MONDE QUI CHANGE

par Deidre Seiden

Appelée à intervenir auprès d'un homme effondré sur la table d'un restaurant, la gend. Dawn Adams de la GRC a tout fait dans les règles.

Elle l'a réveillé, lui a posé des questions et fait vider ses poches. En déposant ses effets sur la table, l'homme a laissé tomber par terre un bout de papier plié — délibérément, a-t-il semblé à la gend. Adams. Elle l'a ramassé et déplié et un nuage de poudre blanche l'a enveloppée.

Aussitôt, la gend. Adams s'est trouvée étourdie, nauséeuse, faible. « Je me suis sentie dépassée et vulnérable. Comme policier, vous ne voulez pas vous sentir comme ça, parce que vous n'êtes plus en contrôle », admet celle qui travaille à Kelowna, en C.-B.

Il s'agissait de fentanyl, un opioïde 100 fois plus puissant que la morphine. À l'état pur, deux milligrammes suffisent pour tuer un adulte — l'équivalent de quelques grains de sel.

Peu après l'incident, la GRC a publié une vidéo destinée à informer les premiers intervenants et la population des dangers du fentanyl. L'histoire de la gend. Adams y est racontée.

Le commissaire de la GRC Bob Paulson ne doute pas de la gravité du danger du fentanyl. « On ne saurait trop insister sur les dangers que cette drogue constitue pour tous les Canadiens. Elle se répand partout au pays, semant derrière elle la misère et la mort. Les premiers intervenants doivent savoir que le seul fait d'en être proche peut les rendre malades, sinon pire. »

La vidéo était une première étape. À l'automne, la GRC a lancé une formation sur l'utilisation de la naloxone, un antidote aux opioïdes, dont elle a distribué des trousses à ses membres, partout au pays.

La gend. Adams connaît l'antidote de première main, ayant été traitée sur place par les ambulanciers. Elle s'est sentie mieux immédiatement. Quand elle a eu vent de la formation et des trousses, elle savait à quel point elles étaient importantes.

« La criminalité, les criminels, le milieu de la drogue, tout ça évolue constamment, observe-t-elle. Pour notre sécurité et pour rentrer à la maison à la fin de la journée, nous devons nous tenir au courant. C'est vital. »

MENACE DE MORT

Le serg. Luc Chicoine, coordonnateur national du Programme antidrogue de la GRC, et Bruce Christianson, directeur à la Sécurité au travail, planchent depuis plus d'un an sur la formation sur le fentanyl. C'est le dossier qui occupe le plus clair de leur temps.

« Il y a une vague de gens avides d'une nouvelle expérience, constate le serg. Chicoine. Nous nous attendons cette année à plus de 1 000 décès dus au fentanyl au Canada. Cette drogue tue. »

La formation sur l'utilisation de la naloxone se donne en ligne en 30 minutes. On apprend à reconnaître les signes et symptômes d'une exposition à un opioïde et à y réagir. On voit les mesures à prendre avant d'administrer la naloxone, comment le faire, quels sont ses effets secondaires et comment les atténuer.

On a aussi distribué aux membres de la GRC des lignes directrices sur la manière de manipuler le médicament. Le matériel de formation est offert à tous les services de police canadiens par l'entremise du site Web du Réseau canadien du savoir policier.

Si la naloxone contre les effets d'une surdose en quelques minutes, en confier aux policiers n'était pourtant qu'une première étape. « Ce n'est qu'une solution temporaire, reconnaît le serg. Chicoine. Il fallait le faire pour la sécurité publique, mais maintenant il faut trouver comment manipuler le fentanyl quand l'enquête commence. »

Le Programme antidrogue examine toutes les facettes du problème : comment identifier une poudre blanche — en craignant le pire, selon M. Christianson —, puis comment saisir, gérer et entreposer la substance.

« Ce qui rend l'affaire très compliquée, c'est que la contamination ne prend qu'une minute. Mais on s'en occupe, on se pose toutes les questions », rassure le serg. Chicoine.

CRISE EN COURS

Le fentanyl n'est pas le seul danger qui gagne en fréquence pour la police. Elle reçoit aussi de plus en plus d'appels pour intervenir auprès de gens en crise psychologique.

La cap. Cara Thomson, agente de liaison avec les professionnels en santé mentale au Dét. de Ridge Meadows, en C.-B., explique combien le rôle des policiers est critique dans de telles interventions.

« Ce sont des histoires qui pourraient mal virer. Nous devons bien connaître ces situations et savoir travailler efficacement avec les gens aux prises avec un problème de santé mentale. »

Un nouveau cours en ligne, *Intervention et désamorçage en cas de crise* (IDC), est obligatoire et aidera les policiers qui doivent composer avec une telle situation.

Le cours a été élaboré en 2012 pour les policiers de C.-B., conformément aux recommandations de la commission Braidwood qui a enquêté sur le décès de Robert Dziekanski.

Lorsque les Services de police contractuels et autochtones de la GRC ont eu à élaborer un cours national sur l'intervention et le désamorçage en cas de crise, ils ont adapté le cours en ligne de la C.-B. et l'ont mis à la disposition de tous les employés de la GRC en septembre.

La gend. Lara Davidsen, coordonnatrice de l'IDC pour la GRC en C.-B., croit que la formation outille bien les policiers pour répondre aux besoins changeants de la population.

« La formation de l'IDC procure aux membres d'autres compétences pour reconnaître une personne en crise et communiquer efficacement avec elle, estime la gend. Davidsen. Prendre le temps de parler avec une personne en crise, de la calmer et d'établir un rapport avec elle conduit souvent à une issue satisfaisante pour toutes les parties. »

Après avoir suivi la formation il y a quelques années, la cap. Thomson se souvient d'avoir répondu à un appel concernant un homme armé d'un couteau. Il était visiblement en détresse et fulminait.

Arrivée sur les lieux, la cap. Thomson a pris son temps et a parlé au type de loin. « Ils ne vont à peu près jamais laisser tomber leur arme la première fois que vous le leur demandez », indique-t-elle.

Dans la formation à l'IDC, on parle des troubles de santé mentale, et on explique qu'il faut parler et prendre le temps d'évaluer la situation, et c'est précisément ce qu'elle a fait. « J'ai parlé, parlé, rappelle-t-elle. J'ai mis à profit les techniques de désescalade, et il a fini par poser son couteau. »

À son poste, la cap. Thompson répond tous les jours à des appels liés à la détresse psychologique. Elle constate une amélioration de la façon dont les policiers réagissent aux gens en crise depuis que le cours est devenu obligatoire en C.-B.

« On semble mieux comprendre qu'une personne puisse avoir des problèmes de santé mentale. On en fait un peu plus, on parle plus, on prend plus de temps pour évaluer la personne avant de boucler l'appel en la conduisant à l'hôpital », constate la cap. Thomson.

La gend. Davidsen, la cap. Thomson et d'autres experts en la matière travaillent avec les Services de formation à un nouveau cours avancé d'intervention en situation de crise en santé mentale qui ira plus loin que la formation de l'IDC offerte aux policiers de la GRC en C.-B. « Le cours s'adressera aux policiers aux services généraux intéressés à en apprendre plus sur la santé mentale, ajoute la cap. Thomson. Nous essayons constamment d'améliorer le service. »

SOUCI D'INNOVATION

L'apprentissage ne doit cependant pas passer que par la formation – les policiers doivent aussi profiter de ce que leur offre notre monde moderne.

En 2010, alors membre de l'équipe de reconstitution des collisions en Saskatchewan, le s.é.-m. David Domoney a cru à l'utilité du système d'aéronef télépiloté (SATP) pour prendre des photos aériennes des lieux d'une collision. Il s'est dit que la technologie serait particulièrement utile en milieu rural, où on n'a pas accès à une échelle de pompier. Il a

Les policiers sont souvent les premiers à intervenir auprès des personnes en détresse psychologique. Dans le cours *Intervention et désamorçage en cas de crise*, on leur enseigne des techniques pour réduire les risques pour la population et pour eux-mêmes.

Leann Parker, GRC

préparé une analyse de rentabilisation, une étude de faisabilité et il a fait l'acquisition d'un SATP.

« Nous avons vite saisi que les données ainsi recueillies se rentabilisaient et limitaient les risques pour nos membres et pour la population », souligne le s.é.-m. Domoney.

Les SATP n'ont pas tardé à être utilisés à d'autres fins policières : lieux de crimes graves, déploiement d'un groupe tactique d'intervention, recherche et sauvetage.

En 2013, c'est grâce à un SATP qu'on a pu localiser un Saskatchewanais qui avait été blessé dans un accident n'impliquant qu'un seul véhicule.

Les premiers intervenants ne trouvaient pas l'homme, qui s'était éloigné du lieu de l'accident. Le cap. Doug Green a monté un appareil détecteur de chaleur à un SATP et l'a fait voler au-dessus du secteur. Il a trouvé l'homme à trois kilomètres du lieu de l'accident.

Maintenant exposé au musée Smithsonian National Air and Space en Virginie, ce SATP serait le premier à avoir permis de sauver une vie en mission de recherche et sauvetage.

Le s.é.-m. Domoney est maintenant le coordonnateur national du service des SATP à la DG de la GRC à Ottawa. Il supervise la politique nationale, la normalisation de l'équipement, la formation et les opérations en lien avec la technologie.

La GRC a récemment mis au point sa propre formation nationale au sol sur l'utilisation des SATP. Selon le s.é.-m. Domoney, il n'y a pas que les policiers qui peuvent devenir pilotes de SATP; les membres civils et les employés de la fonction publique le peuvent aussi.

On enseigne les rudiments des SATP, y compris la théorie générale, les règles et la planification du vol, la gestion de l'espace aérien et les modèles météo.

« Nous avons commencé avec un seul SATP en décembre 2010 et nous en avons aujourd'hui 160 dans tout le pays, rappelle le s.é.-m. Domoney. Tout simplement, c'est la flotte de SATP la plus importante consacrée à la sécurité publique dans le monde. »

La technologie ne cessant de s'améliorer, le s.é.-m. Domoney prédit qu'on trouvera encore une foule d'autres façons d'utiliser les SATP à la GRC.

« Nous travaillerons bientôt sur divers projets qui accroîtront notre capacité d'enquête, estime le s.é.-m. Domoney. Avec les SATP, le ciel est à nous. » ■

Fournie par le s.é.-m. Dave Domoney

Les images prises par un système d'aéronef télépiloté donnent au reconstitutionniste de collisions un point de vue différent sur une collision. Elles lui révèlent les marques de freinage, les traces de dérapage dans l'herbe et l'emplacement où les véhicules se sont immobilisés.

LA CONFIANCE DANS DES SITUATIONS TENDUES

par Deidre Seiden

Après que de nombreuses manifestations ont engendré des situations conflictuelles persistantes ayant nécessité une intervention policière, la GRC a élaboré une formation à l'intention des agents qui se présentent à ce genre d'évènements.

Le cours sur la gestion des conflits communautaires met l'accent sur les compétences nécessaires à l'établissement d'un climat de confiance, de respect et de compréhension mutuelle entre la police et les parties prenantes avant, pendant et après une manifestation.

« Si le cours se centre sur la création de liens, et surtout sur la sensibilisation à la culture autochtone, il vise à mieux préparer les membres de première ligne à intervenir lors de manifestations d'envergure, explique l'insp. Kim Taplin, directrice des Services nationaux de police autochtones et de prévention criminelle. Quand on entretient déjà une relation avec la communauté et l'industrie, on est mieux en mesure d'aborder une situation quelle qu'elle soit. »

Le cours porte aussi sur la compréhension des droits de la personne à la liberté d'association et d'expression, et rappelle que la réponse policière doit rester impartiale, mesurée et respectueuse dans tout effort de médiation entre deux parties à un conflit.

D'une durée de cinq jours, la formation a été mise à l'essai avec succès en février et juin 2016, et sera redonnée en janvier 2017.

Les membres qui répondent aux critères requis – calme, maîtrise de soi et communication efficace – seront sélectionnés par des officiers supérieurs pour suivre le cours. Les membres formés seront appelés à intervenir selon les besoins.

« Il est très important de donner à nos membres les compétences dont ils ont besoin et de leur faire comprendre les avantages d'une approche mesurée dans toutes situations, en gardant à l'esprit qu'il faut toujours résoudre un conflit et éviter qu'il s'intensifie », précise l'insp. Taplin.

QUALIFICATION AU TIR
MISE À NIVEAU DE L'ÉPREUVE ANNUELLE

par Amelia Thatcher

La s.é.-m. Sheila White se tient debout entre trois pylônes, son arme dégainée.

« Déplacez-vous à gauche! », aboie l'instructeur de tir. La s.é.-m White glisse vers la gauche. « Déplacez-vous à droite! », lance l'instructeur. « Contact à droite! »

La s.é.-m. White pivote sur la droite et tire. Victoire! Son coup a touché la cible.

« Ce n'était pas intimidant, ni angoissant. En fait, c'était excitant de ne pas se contenter d'être immobile sur la ligne de tir, mais de me déplacer tout en ouvrant le feu, explique la s.é.-m. White, officière à Merritt (C.-B.). C'est une nouvelle façon de faire à la formation. »

Chaque année, les membres en service actif de la GRC doivent renouveler leur certification en réussissant l'épreuve annuelle de qualification au tir (EAQT). À cet égard, la s.é.-m. White juge très pertinents les changements apportés au programme.

« C'est tellement mieux que tout ce que nous avons fait jusqu'ici, souligne la membre, qui compte 30 ans d'expérience. C'est plus réaliste, enfin autant que possible dans le contexte de la formation. »

La nouvelle épreuve a été officiellement lancée en avril 2016; c'est la première révision du programme depuis 1995. En plus de subir l'épreuve, les membres de la GRC se sont vu distribuer un nouvel étui de service.

UNE MISE À NIVEAU NÉCESSAIRE

Depuis l'atroce fusillade qui a coûté la vie à trois membres à Moncton en 2014, la GRC a mis en oeuvre de nombreux changements aux programmes, aux politiques, à l'équipement et à la formation. L'EAQT n'est qu'une des révisions apportées découlant du rapport MacNeil – un examen indépendant visant à mieux préparer les membres à intervenir dans des incidents comme celui de Moncton.

« La criminalité évolue et nous devons nous adapter, explique le serg. Steve Burke, du Recours national à la force de la GRC. L'actualisation de notre formation au tir s'imposait. »

La nouvelle qualification met de nouveau l'accent sur la formation plutôt que sur l'évaluation, de façon à préparer les membres à affronter des tireurs fous et d'autres situations impliquant une force meurtrière. De nouvelles aptitudes, celle de tirer en se déplaçant ou d'ouvrir le feu à différentes distances, et le maniement sûr du pistolet font désormais partie de cette séance annuelle.

L'EAQT prépare aussi les membres à de nouveaux cours obligatoires recommandés dans le rapport MacNeil, dont la formation au Déploiement rapide pour action immédiate (DRAI) et le *Cours d'utilisateur de la carabine*. Les cadets suivent désormais ces deux cours immédiatement après leur promotion, et les autres membres devront réussir le cours DRAI d'ici 2019.

La séance incorporera au besoin des éléments tactiques et de nouvelles aptitudes, afin de maintenir le caractère pertinent de la formation.

« Chaque année, les membres vont recevoir un nouvel élément de formation, explique le serg. Burke. Ainsi, nos tireurs développeront de nouvelles aptitudes, au -delà de l'art de viser des cibles. »

PLUS QU'UNE SIMPLE ÉVALUATION

Auparavant, la séance de quatre heures ne constituait qu'une évaluation. Les membres amorçaient celle-ci par des tirs de pratique sur un champ de tir avant d'être évalués.

« Ce mode n'est pas réaliste lors d'un affrontement meurtrier, explique le serg. Burke. Désormais, dès l'entrée sur le champ de tir, le premier coup tiré compte. C'est beaucoup plus réaliste ainsi. »

La nouvelle séance compte deux volets : une heure d'évaluation, suivie de trois heures de formation.

Selon le gend. Michael Jaszczyszyn, instructeur en Alberta, un autre changement permet à l'instructeur d'assister les membres durant le volet formation. Qu'il s'agisse de les aider à ajuster leur prise, d'améliorer leur temps de réaction à la détente ou d'ajuster leur visée, l'instructeur voit à ce que les membres aient appris quelque chose de nouveau à l'issue de l'EAQT.

« Les membres quittent le champ de tir avec une nouvelle compétence, souligne le gend. Jaszczyszyn. Ils dégainent plus rapidement, tirent plus de coups en moins de temps et manipulent leur arme avec plus de dextérité. »

Après l'évaluation, le cours fait place à des exercices d'autoperfectionnement. Chaque classe se limitant habituellement à 12 participants, l'instructeur peut offrir une formation individualisée, adaptée aux besoins de chacun.

Depuis la mise en œuvre du nouveau programme, il y a six mois, les aptitudes au tir se sont améliorées. Pour sa part, la s.é.-m. White observe une nette amélioration de ses compétences, même si elle a déjà passé plus de 30 EAQT.

« Je sais que j'ai gagné en assurance, dit-elle. La formation est certainement supérieure à ce qui se faisait auparavant. » ■

L'épreuve de qualification, qui comptait auparavant une évaluation de quatre heures de tir à la cible, comporte désormais une évaluation d'une heure suivie de trois heures de formation à de nouvelles compétences.

Fournie par Martin Racicot

DÉTECTION EN EAUX PROFONDES

LE SONAR AIDE LA POLICE À CLORE DE VIEUX DOSSIERS

par Amelia Thatcher

Un photographe marin d'expérience prenait des images de corail dans la baie Nootka, en C.-B., quand le malheur a frappé. L'homme de 69 ans s'est mis à descendre rapidement, à une profondeur telle que ses compagnons de plongée n'ont pas pu le suivre.

Au cours des heures et des jours qui ont suivi, l'Équipe de récupération sous-marine (ERS) de la GRC en C.-B. a sillonné la baie à sa recherche, mais en vain.

« On n'aime pas rentrer bredouilles, note le gend. Erik Stelter, plongeur de l'ERS à Surrey (C.-B.) et habitué du sonar. Apporter des réponses aux familles et recueillir des preuves à l'appui d'enquêtes criminelles, c'est notre passion. »

Un an après la disparition du photographe, l'ERS est retournée au lieu du drame pour explorer une nouvelle piste.

Elle a refouillé le secteur à l'aide d'un véhicule téléguidé (VTG) muni d'une nouvelle technologie de sonar (système qui permet de détecter les objets submergés grâce à des ondes acoustiques). C'est ainsi qu'elle a découvert le corps du photographe.

L'ERS de la C.-B. peut donc maintenant revenir sur des dossiers de longue date concernant des personnes disparues dans l'eau. Les avancées de la technologie et de la formation permettent aux plongeurs de la GRC d'enquêter en eaux beaucoup plus profondes qu'auparavant.

POLICIERS DES PROFONDEURS

Les membres de l'ERS travaillent aux services généraux de différents détachements au pays et ne font de la plongée qu'en cas de besoin. Ils reçoivent néanmoins une formation poussée. Après un processus de sélection de trois jours, ils suivent le *Cours d'initiation à la récupération sous-marine* de cinq semaines pour apprendre des techniques de plongée spécialisées.

« Les journées étaient longues et éreintantes, dit la gend. Kathryn Ternier, plongeuse de l'ERS au Manitoba. On laissait sécher l'équipement la nuit, puis on recommençait le lendemain. »

Après leur formation initiale, les plongeurs peuvent suivre huit autres cours portant notamment sur la plongée sous la glace, la plongée de sauvetage et l'identification sous-marine d'explosifs.

« On n'enseigne pas la plongée, mais le travail policier sous-marin, nuance le serg. Jay White, chef du centre national de formation sous-marine à Nanaimo, en C.-B. Il s'agit de fusionner l'expertise policière et les connaissances en matière de plongée. »

Selon lui, la formation des plongeurs de l'ERS suit l'évolution de la technologie et des pratiques exemplaires. En 2013, le centre a adopté une nouvelle norme de plongée avec décompression pour permettre aux plongeurs d'aller plus profond. Les 68 membres de l'ERS à l'échelle du pays se sont rendus au centre pour suivre le cours obligatoire.

« Peu de temps après l'introduction de cette norme, un bateau a coulé avec deux personnes à bord, raconte le serg. White. Nous les avons récupérées à une profondeur jamais atteinte dans l'histoire du programme, soit 47 mètres. »

De plus, le cours d'initiation a récemment été enrichi d'un module sur les constatations criminelles, qui explique comment faire un croquis à l'échelle des lieux de crime sous-marins.

CONCLUSION D'ENQUÊTES

Dans le cas du photographe disparu, l'ERS est retournée au lieu de l'accident forte d'une nouvelle piste d'enquête et d'un nouvel outil qu'elle utilisait depuis un an : le VGT. Elle abordait donc sa deuxième opération de recherche avec optimisme.

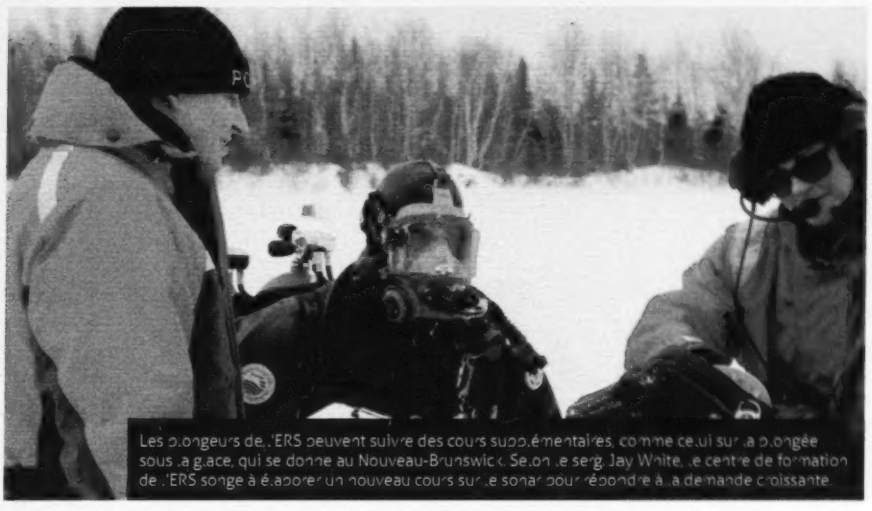
Après avoir balayé le secteur de recherche pendant quelques minutes, elle a vu apparaître une grande tache blanche à l'écran sonar du VGT, qui se trouvait à plus de 70 mètres sous la surface. L'équipe est restée dans le bateau, car la limite de plongée fixée par la GRC est de 48 mètres.

« La technologie est complexe, d'où l'importance d'en comprendre le fonctionnement, souligne le gend. Stelter, qui plaide pour que les membres de l'ERS reçoivent davantage de formation à cet égard. On veut pouvoir exécuter rapidement des recherches plus efficaces. »

Depuis son achat l'an dernier, le VGT n'a été utilisé que dans une poignée de dossiers, et seuls quelques membres de l'ERS savent s'en servir. Comme il est muni d'un sonar et d'une caméra à haute définition, il est souvent utilisé en dernier recours, là où les plongeurs ne peuvent pas aller.

Le VGT a repéré le photographe à une profondeur de 73 mètres, à la base d'une falaise escarpée. Sa pince mécanique a permis de le saisir et de le ramener à la surface.

« Il est bon de retourner quelque part avec de nouveaux outils et de trouver ce qu'on cherche, reconnaît le gend. Stelter. On peut donner des réponses à la famille, c'est très gratifiant. » ■



Les plongeurs de l'ERS peuvent suivre des cours supplémentaires, comme celui sur la plongée sous la glace, qui se donne au Nouveau-Brunswick. Selon le serg. Jay White, le centre de formation de l'ERS songe à élaborer un nouveau cours sur le sonar pour répondre à la demande croissante.

Cap. Dave Poirier

Police de la Nouvelle-Zélande

Des recrues néo-zélandaises de toutes les ethnicités exécutent un rituel de salutation et de défi maori. Cette cérémonie est enseignée dans le cadre de la sensibilisation à la culture maorie.

SENSIBILISATION À LA CULTURE AUTOCHTONE : CE QUI FONCTIONNE ET NE FONCTIONNE PAS

LES SPÉCIALISTES :

- **Insp. Peter Stokes, conseiller stratégique national (Pacifique), police néo-zélandaise**
- **Serg. à la retraite George Couchie, formateur en sensibilisation à la culture autochtone, Police provinciale de l'Ontario (OPP)**
- **Cassandra Ivany, animatrice, First Nations Initiatives, Collège du Yukon**
- **Insp. à la retraite Jim Potts, formateur sur les perceptions des Autochtones, GRC et OPP**

INSP. PETER STOKES

En 2016, la population néo-zélandaise était estimée à 4,5 millions de personnes, et le recensement national de 2013 indique qu'elle est composée de 213 groupes ethniques (de plus de 100 personnes).

Environ 64 p. 100 des Néo-Zélandais sont de descendance européenne (G.-B., Canada, É.-U., Irlande et Europe) et environ 15 p. 100, des Maoris (peuple indigène). Les 21 p. 100 restants viennent d'Asie et d'Asie de l'Est, des îles du Pacifique et d'ailleurs.

En 1840, la G.-B. et les tribus maories ont signé le traité de Waitangi dont le caractère contraignant a, à ce jour, une incidence profonde sur les relations entre les deux principales composantes de la société néo-zélandaise.

L'une des six valeurs fondamentales de la police nationale néozélandaise est « l'engagement envers les Maoris et le Traité de Waitangi ». Cet engagement oblige la police nationale à établir un partenariat efficace avec les Maoris. Pour cela, elle doit mieux comprendre et reconnaître l'importance du Traité pour les Maoris et la Nouvelle-Zélande. Elle doit aussi trouver des moyens de faire participer les Maoris aux décisions policières et procédures opérationnelles, et mettre en œuvre des stratégies pour atténuer l'incidence des infractions criminelles commises par les Maoris.

Pour incorporer cette valeur au milieu policier, une formation intitulée « Responsiveness to Maori » (RTM) est dispensée aux recrues au Collège royal de police de la Nouvelle-Zélande (RNZPC) et dans certains cours d'avancement et de spécialistes.

Elle consiste à expliciter le Traité de Waitangi et à l'intégrer au milieu policier en définissant les coutumes et protocoles des Maoris, en anticipant l'incidence des pratiques opérationnelles de la police sur les Maoris et en les évaluant.

Durant les 16 semaines de formation des recrues, on insiste fortement sur le programme RTM, mais il n'y a pas encore de normes d'examen (théorique et pratique) pour les évaluer.

Étant donné la diversité de la population et ses propres valeurs fondamentales, la police néozélandaise est obligée de former son personnel au travail communautoire efficace.

Actuellement, elle s'emploie à revoir tous les cours de savoir-faire et de sensibilisation culturelle, dont le programme RTM, destiné au personnel policier.

On va examiner, améliorer, uniformiser et mesurer l'efficacité des cours de sensibilisation culturelle pour les Maoris (et d'autres groupes ethniques importants) qui sont donnés à tous les niveaux (recrues, promotions, haute direction et spécialistes) au collège de police.

On décidera ensuite s'il y a lieu de créer une école séparée pour les Maoris et d'autres groupes ethniques au sein de la RNZPC; celle-ci serait alors chargée de l'orientation stratégique et de la prestation des programmes de sensibilisation culturelle à la police néo-zélandaise et, s'il y a lieu, à d'autres organismes gouvernementaux.

Tout cela dans le but de faire en sorte que le personnel policier soit à même de travailler efficacement avec une société néo-zélandaise de plus en plus diversifiée.

SERG. À LA RETRAITE GEORGE COUCHIE

Lorsqu'on fait de la sensibilisation culturelle, on doit être conscient de la diversité des peuples et communautés autochtones présents dans les différents secteurs de service. Chaque communauté a une histoire, une culture, des traditions et des difficultés qui lui sont propres et la formation doit en tenir compte. L'approche à l'emporte-pièce et universelle ne fonctionne tout simplement pas.

Les cours doivent toujours être élaborés en collaboration avec des aînés, des jeunes et d'autres membres des communautés autochtones. L'appui des aînés apporte énormément aux participants et aux formateurs. Les échanges avec les aînés, durant les pauses par exemple, aident les participants à mieux comprendre, à un niveau plus personnel, les sujets abordés.

Pour que le milieu d'apprentissage soit accueillant et sécuritaire, on demande aux participants de ne pas porter d'uniforme et de venir avec l'esprit ouvert et le désir d'apprendre. L'emplacement de la salle et son aménagement ont aussi leur importance. L'utilisation de cercles de partage combinés aux accessoires habituels (projecteur ACL, tables et chaises) favorise et accentue l'aspect transformationnel de la formation. Les participants sont dans un endroit sûr où ils peuvent apprendre avec le soutien de l'instructeur, d'aînés et de pairs.

Comme les cérémonies font partie de la formation, on doit prendre le temps qu'il faut pour que les participants comprennent l'importance de ces rituels avant d'être invités à y participer.

L'expérience est plus enrichissante lorsqu'elle repose sur une approche pratique et expérientielle. Je crois même que c'est un gage de succès. Ce type d'approche permet aux participants d'appréhender ce qui leur est enseigné avec leurs affects. Lorsque l'enseignement est purement intellectuel, on se borne à présenter une série de faits qui peuvent laisser froids. L'apprentissage expérientiel permet au contraire de mieux saisir les réactions émotionnelles de l'autre et d'explorer sa vision du monde.

La problématique autochtone au Canada découle d'une histoire longue et complexe. En abordant en profondeur et de manière systématique des sujets comme la culture, l'histoire, les pensionnats, les traités, les conditions socio-économiques, les préoccupations actuelles et nouvelles, les pratiques exemplaires et la réconciliation, les participants ont le temps d'assimiler et d'intégrer les notions enseignées.

Idéalement, la formation devrait durer trois à quatre jours et, dans la mesure du possible, être entrecoupée d'activités pratiques et méditatives comme le canotage ou la confection d'un tambour, d'un masque ou d'une pagaie. Une formation donnée à la hâte risque de faire plus de mal que de bien.

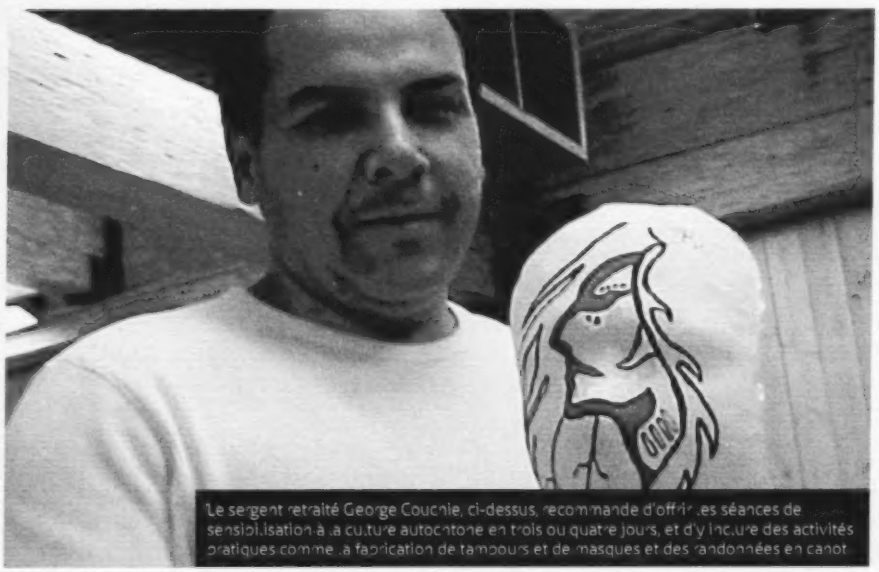


Photo fournie par George Couchie, sergent retraité

Le sergent retraité George Couchie, ci-dessus, recommande d'offrir les séances de sensibilisation à la culture autochtone en trois ou quatre jours, et d'y inclure des activités pratiques comme la fabrication de tambours et de masques et des randonnées en canot

Fournie par George Couchie, sergent retraité

CASSANDRA IVANY

Une grande partie de mon travail consiste à animer des ateliers sur l'histoire et la culture des Premières Nations au Yukon. Si je vous disais d'emblée que je ne suis pas de descendance autochtone yukonnaise, vous seriez sans doute surpris. Mais si mes cheveux et mes yeux bruns peuvent donner le change, mon accent terre-neuvien, lui, me trahit. Pourquoi une Terre-Neuvienne pure laine anime-t-elle, à l'autre bout du pays, des ateliers sur la culture des Premières Nations au Yukon est une autre histoire, mais cela contribue sans doute à notre succès.

Le juge Murray Sinclair, président de la Commission de vérité et de réconciliation, rappelle que la réconciliation dépendra de la capacité de tous les Canadiens à travailler ensemble, et j'ai l'honneur de travailler chaque jour avec une équipe fantastique, constituée d'Autochtones et de non-Autochtones.

Les Canadiens non autochtones peuvent ne pas comprendre leur rôle dans le débat sur la réconciliation. La crainte d'offenser ou de froisser involontairement quelqu'un peut être paralysante. Mon rôle consiste donc en partie à exposer mes idées fausses, mes faux pas, mes craintes et mes doutes, et à rappeler à chacun que l'important est de continuer à avancer et à tracer un nouveau chemin ensemble.

En tant que non-Autochtone, je crois que

les gens doivent comprendre que je ne parle pas au nom des Premières Nations. L'information que nous diffusons est vérifiée par les 14 Premières Nations du Yukon. Le comité consultatif du président du Collège du Yukon sur le programme First Nations Initiatives se réunit chaque trimestre pour discuter des questions d'éducation et est un lien essentiel entre le Collège du Yukon et les gouvernements des Premières Nations du territoire. Il a élaboré le cadre des ateliers et entériné le contenu et la documentation des cours.

Lorsque j'arrive dans une salle de classe avec mes collègues et que je me présente, il y a toujours quelques visages perplexes. Je précise alors aussitôt que la matière que je vais livrer ne vient pas de moi, mais reflète l'orientation donnée par les 14 Premières Nations du Yukon, ce qui donne plus de poids à ma présentation et me rend confiante d'être à la hauteur de la tâche.

Ces ateliers reviennent sur des périodes sombres de l'histoire du Canada : la colonisation, l'assimilation, les séquelles du système des pensionnats; des choses parfois pénibles à entendre. De nombreux participants s'attendent à un exposé qui suinte la culpabilité. Le premier commentaire léger est souvent accueilli par un silence de mort ou un rire hésitant; pourtant, les gens nous disent souvent à la fin de l'atelier qu'ils ont eu, contre toute attente, du plaisir. L'humour détend l'atmosphère et crée un environnement où les participants osent poser des questions dérangeantes; c'est essentiel à notre succès. Il n'y a pas de sujet tabou. Ces questions donnent le la et suscitent des discussions profondes. Et c'est comme ça que l'apprentissage transformationnel a lieu.

Animateurs autochtones et non autochtones, nous sommes parvenus à enseigner notre histoire commune dans une atmosphère accueillante et inclusive, où les participants peuvent échanger ouvertement et remettre en question certaines idées fausses à propos des Premières Nations, le tout dans la bonne humeur. Cela a ouvert le dialogue avec la GRC, les services sociaux et de santé, les ministères de l'Éducation et de la Justice – des interlocuteurs avec lesquels les Premières Nations ont entretenu des relations difficiles dans le passé – et a permis de resserrer les liens et de nous rapprocher d'une véritable réconciliation.

INSPECTEUR À LA RETRAITE JIM POTTS

C'est en 1974 que la GRC a introduit la formation en sensibilisation culturelle dans l'univers policier canadien. À l'époque, c'était une formation en cours d'emploi de trois jours intitulée *Cours d'initiative interculturelle*.

Elle est maintenant reconnue comme un moyen éprouvé d'accroître la capacité du policier à travailler efficacement avec les communautés autochtones. Hélas, peu en font une priorité à moins d'y être incités ou contraints par une commission d'enquête officielle sur la conduite de policiers (crises d'Oka et d'Ipperwash, l'affaire Donald Marshall, etc.).

Il est vrai que les ressources policières sont fortement sollicitées, de sorte que cette formation, bien que relativement facile à documenter, peut être difficile à concevoir et à donner.

Voici quelques suggestions basées sur l'expérience que j'ai du *Cours d'initiative interculturelle* qui dure maintenant quatre jours et a été rebaptisé *Perceptions des Autochtones*.

Ce cours vise à fournir des outils et de l'information pratique. Il est complet et jugé crédible par les chefs autochtones, mais n'est pas toujours apprécié par les participants parce que le donner présente des difficultés étrangères à la plupart des autres types de formation en cours d'emploi.

Qu'est-ce qui fonctionne? Pour obtenir le meilleur résultat et répondre aux besoins du personnel sur le terrain, les recommandations suivantes devraient être prises en compte :

La formation devrait être donnée dans un lieu confortable et en dehors du bureau.

Le cours devrait être adapté au secteur cible. Il devrait durer suffisamment longtemps pour couvrir une variété de sujets au moyen d'exposés, d'échanges dirigés, de cercles de discussion, et de cérémonies de purification et de sudation.

Les participants devraient être choisis parmi les personnes proches des communautés autochtones : répartiteurs de la station de transmissions, personnel administratif ou de première ligne dans les détachements et leurs chefs, etc. On devrait aussi songer à accepter les demandes de participation formulées par des organismes gouvernementaux non policiers qui pourraient enrichir le cours.

Les formateurs devraient privilégier la discussion active. Il est conseillé de mettre les participants au travail dès la première journée en leur distribuant un questionnaire. Exemple de questions : De nombreuses communautés autochtones se méfient de la police. Pourquoi? Que pourriez-vous faire pour changer les choses? Beaucoup croient que le système des réserves devrait être aboli. Qu'en pensez-vous? Pourquoi?

Le succès du cours repose en grande partie sur ses prestataires; il faut des ressources qualifiées et crédibles, dont au moins un aîné respecté par les leaders autochtones de la communauté, un coordonnateur capable de traiter d'enjeux nationaux et qui jouisse d'une vaste expérience policière dans les situations de crises autochtones hautement médiatisées, et deux policiers de la région (autochtones si possible) travaillant avec des communautés autochtones. Et ce n'est pas parce qu'un policier est d'origine autochtone qu'il connaît bien la culture autochtone. La plupart ont été élevés à l'extérieur des réserves.

Plutôt que de distribuer d'épais classeurs, remettre des feuilles renfermant des conseils sur l'établissement de relations ou des stratégies de travail avec les communautés ou encore un guide sur le travail durant un conflit. Les policiers pourront s'inspirer de ces documents par exemple.

Demander à l'aîné de faire une prière à l'ouverture et à la clôture de la séance, de parler de la spiritualité autochtone aux participants, d'expliquer ce qu'est une cérémonie de purification ou un feu sacré et ce dont il faut tenir compte dans les enquêtes sur une mort subite ou autre.

Les études de cas devraient être basées sur des incidents réels et récents, y compris ceux qui se sont produits dans les environs. Encourager les participants à parler de leur propre expérience.

Tout au long de la formation, insérer une variété de récits et de légendes traditionnelles afin de renforcer les notions enseignées. Faire preuve d'humour pour que l'atmosphère reste légère. Éviter d'être sur la défensive lorsque quelqu'un tient des propos que d'autres jugent offensants. Dire plutôt quelque chose comme « Il faut du courage pour exprimer ce que l'on pense et je suis heureux que vous l'ayez fait. Parlons-en. »

Qu'est-ce qui ne fonctionne pas?

Si rien de ce qui précède ou presque n'est fait, selon mon expérience, le cours n'aura pas l'effet recherché et ce pourrait être un gaspillage d'argent.

Avoir une attitude positive est indispensable pour bâtir des relations de travail efficaces avec les communautés, qu'elles soient autochtones ou non. Bien donné, ce cours fournit tout ce dont on a besoin pour nouer les relations souhaitées puisqu'il parvient à changer les attitudes, à élargir les horizons, à développer chez les participants la compréhension, l'empathie, la compassion et l'intérêt pour les cultures autochtones. ■

DANS L'INTÉRÊT DE LA JUSTICE

UN COURS PRÉPARE DES EXPERTS À ENQUÊTER SUR DES ATROCITÉS

par Deidre Seiden

Au début du cours d'Intervention rapide au service de la justice (IRJ), la cap. Bailey Gilarowski de la GRC s'est sentie un peu intimidée en écoutant les participants se présenter.

« Apprendre ainsi tout le travail extraordinaire que faisaient ces individus pour défendre les droits de la personne dans diverses régions du monde a été une vraie leçon d'humilité, reconnaît-elle. Quand mon tour est arrivé, j'ai dit : "Je suis juste policière au Canada." »

Au fil des jours cependant, à mesure qu'augmentaient ses connaissances sur le groupe IRJ, la violence sexuelle et sexospécifique (VSS), le droit international et les droits de la personne, ses doutes sur l'utilité de sa présence se sont dissipés.

« J'ai commencé à comprendre la forte demande que suscitent nos compétences en matière d'enquête et, surtout, notre expérience des techniques d'interrogation, note la cap. Gilarowski. Au Canada, on travaille chaque jour dans un milieu multiculturel. On a le bagage dont a besoin le groupe IRJ, ce qui n'est pas le cas de tous les corps policiers au monde. »

LA CRÈME DE LA CRÈME

En partenariat avec l'Institut pour les enquêtes criminelles internationales, le groupe IRJ offre son cours à des classes qui réunissent 25 spécialistes du monde entier : enquêteurs en matière de criminalité et de droits de la personne, procureurs, spécialistes de l'identité judiciaire, experts en VSS et en droits de l'enfant et spécialistes de la protection des témoins.

Les pays théâtres de génocides, de crimes de guerre et d'autres atrocités de masse sont souvent les moins bien outillés pour traduire les coupables en justice. C'est pourquoi le groupe IRJ recrute des experts et les déploie rapidement partout dans le monde, y compris auprès d'organismes, tels que les Nations Unies, afin qu'ils mènent des enquêtes, établissent des faits ou effectuent des vérifications.

« La formation est l'un des moyens que nous employons pour mettre à la disposition de la communauté internationale des experts chevronnés de grande compétence, capables d'intervenir rapidement dans des dossiers internationaux », explique Andras Vamos-Goldman, directeur administratif du groupe IRJ.

Le groupe profite de son cours pour faire du recrutement dans le but d'ajouter à son effectif les experts qu'il forme. Il sélectionne par voie de concours des participants qui possèdent des compétences précises, déterminées en fonction des besoins de l'heure au chapitre des enquêtes internationales visant des affaires pénales et des violations des droits de la personne.

Depuis qu'il a entrepris ses activités en 2009, le groupe IRJ a présenté 34 cours. Il compte aujourd'hui plus de 600 experts qui peuvent être déployés rapidement.

Le groupe IRJ a choisi la cap. Gilarowski sur la recommandation de la GRC après l'habilitation requise, puis l'a ajoutée à sa liste d'experts une fois qu'elle avait réussi le cours.

PRÉPARATION AU DÉPLOIEMENT

Le cours met l'accent sur les enquêtes menées en vertu du droit international dans des situations complexes de grand stress survenant pendant ou après un conflit.

Des experts y abordent la façon d'interroger des victimes de VSS pour obtenir les informations nécessaires tout en faisant preuve de sensibilité culturelle à leur égard et en assurant leur sécurité et leur bien-être. « Ce sont des sujets parfois difficiles », observe la cap. Gilarowski.

Le groupe IRJ constitue aussi pour chaque cours une équipe multidisciplinaire et multiculturelle de spécialistes chargés de s'assurer que les participants sont formés dans des circonstances semblables à celles qu'ils affronteront en mission.

« C'est génial, parce que la formation tient vraiment compte des conditions réelles dans lesquelles on se retrouvera », fait valoir la cap. Gilarowski.

Quand un policier canadien est choisi parmi le bassin d'experts pour participer à une mission, comme la cap. Gilarowski, qui a été déployée auprès des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, la GRC lui donne une formation préparatoire (FP).

Chaque FP est conçue en fonction de la région où les policiers seront déployés et aborde tous les sujets pertinents, depuis la collecte de renseignements personnels, tels que l'ADN et les empreintes digitales, jusqu'à la connaissance de la situation et aux différences culturelles.

« L'objectif ultime est d'assurer une transition sans heurts pour que nos policiers puissent donner leur plein rendement une fois sur place », explique le serg. Darren Kowalchuk, du Groupe de la préparation aux déploiements internationaux de la GRC.

La GRC donne cette formation spécialisée aux policiers participants peu importe leur nombre.

« L'affectation de policiers à ces missions fait partie de nos responsabilités internationales en tant que Canadiens, estime le serg. Kowalchuk. Nous avons l'avantage d'avoir des policiers qui ont les compétences et le désir de faire œuvre d'ambassadeurs de bonne volonté à l'étranger. »

Et ces policiers sont très demandés en raison de l'incidence que leur formation spécialisée peut avoir sur les enquêtes.

« Leur participation est gage de qualité, confirme M. Vamos-Goldman. Quand une enquête est menée par des professionnels, la population peut s'y fier. » ■

La cap. Bailey Gilarowski a été déployée au Cambodge en 2015 dans le cadre d'une mission du groupe IRJ. Des experts comme elle ont participé à plus de 100 missions partout dans le monde.

Photo fournie par la cap. Bailey Gilarowski

L'EMPREINTE DU STRESS

ENSEIGNER LA RÉSILIENCE AUX PREMIERS INTERVENANTS

par Ruth Lamb, inf., M.Sc.Inf., Ph.D., coordonnatrice des services de santé et services sociaux, collège Langara (C.-B.)

Améliorer la résilience devant le stress extrême est au cœur d'un programme élaboré pour aider les premiers intervenants du pays.

Que vous soyez une recrue jusqu'ici peu exposée à la tragédie humaine ou un vétéran qui a vécu le stress extrême dans sa carrière, vous pouvez adopter des pratiques propices à la guérison du corps.

Comme l'ont démontré de récentes recherches en neurobiologie, certaines pratiques esprit-corps, notamment en respiration, soutiennent la santé du cerveau et la résilience devant les situations traumatisantes. Pour les premiers intervenants, le défi consiste à être attentifs à leurs propres besoins au-delà de ceux d'autrui et de recourir à ces pratiques pour leur propre bien-être.

Les recherches en neurobiologie montrent les effets du stress grave sur le cerveau, les hormones et les tissus ainsi que les résultats de son accumulation jour après jour. Chacun a ses limites à l'égard du stress, des limites qu'ignoreront souvent chez eux les policiers et autres premiers intervenants.

SYMPTÔMES DE STRESS EXTRÊME

Tôt ou tard, le corps trahit l'empreinte du stress : souvenirs troublants ou flashbacks; réflexe de retrait pour éviter un rappel extérieur; perte de mémoire et désensibilisation ou sentiments négatifs; hyperréactivité, colère, irritabilité, témérité, insomnie; maladie inflammatoire ou auto-immune; vieillissement accéléré.

Ces réactions du corps peuvent donner lieu à des troubles de la mémoire ou de la cognition, à des difficultés de régulation des émotions, à des comportements déplacés, à une grave perte d'énergie et à un désengagement général.

Souvent, on réprime le stress extrême, ce qui affecte inconsciemment les comportements, les valeurs, le dévouement et le courage. Ces réactions néfastes peuvent se répercuter sur toutes les sphères de la vie de la personne. Ce sont des réactions normales de survie à une situation de stress extrême, mais le corps ne décroche plus du mode « réaction ».

Le programme de résilience stratégique pour les premiers intervenants se penche sur l'incidence du stress extrême sur les premiers intervenants, notamment sur ceux qui relèvent d'un stress post-traumatique.

Le programme offre de la théorie, des stratégies pratiques de prévention primaire et de prévention secondaire à appliquer lorsque le stress s'accumule. Il offre aussi des exercices pratiques pour favoriser la résilience, l'endurance et l'équilibre. L'Université du Nouveau-Brunswick offre dorénavant le programme en partenariat avec son créateur, le collège Langara de C.-B.

Le programme présente cinq protocoles de résilience, chacun favorisant des pratiques aux résultats bons pour la santé. La respiration, par exemple, active le système nerveux parasympathique et favorise l'adaptation à l'instant présent. Cette stratégie est utile en situation de crise, faisant office de premiers soins lors d'un traumatisme, en quelque sorte. Toutes les pratiques enseignées doivent être comprises, vécues et incorporées.

Il faut du temps pour guérir le système nerveux. Si l'esprit travaille vite, les cellules, elles, changent lentement. Et le secret de la résilience réside dans les cellules. Il faut donc adopter les pratiques qui changent l'encodage des cellules. Il faut aussi reconnaître, comprendre et surmonter la résistance au changement, qui part d'habitudes inconscientes, par exemple.

SOLUTIONS DURABLES

La société s'est habituée aux solutions rapides, parfois superficielles, aux problèmes de soins de santé. On s'est peu consacré à l'examen des causes profondes et à la création de solutions durables. Le programme de résilience stratégique examine les causes du stress et les incidences des traumatismes. Les agents y apprennent à enseigner à leur organisme, au niveau cellulaire, l'équilibre entre la régulation des émotions et le système nerveux.

Le programme répond aux besoins de résilience des recrues comme des policiers chevronnés. Parler de son vécu y occupe une place importante. Conçu pour une variété de premiers intervenants, le programme peut être adapté à un groupe particulier, par exemple des policiers.

Comme l'a dit un participant « Ce n'est pas normal de penser que ce qu'on fait et qu'on voit est normal. » Il faut une stratégie nouvelle pour réduire l'incidence du stress extrême sur les premiers intervenants. Le programme de résilience stratégique a été conçu pour améliorer l'efficacité au travail et la qualité de vie des premiers intervenants canadiens. ▪

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS : www.langara.bc.ca/resilience

EFFICACE MALGRÉ LE STRESS

FAVORISER LA RÉSILIENCE DES POLICIERS AVEC UNE FORMATIN PAR SCÉNARIO

par Judith Andersen, Ph.D., Harri Gustafsberg, M.A., Peter Collins, M.D., agent supérieur. Steve Poplawski, Bsc., Emma King, M.A., laboratoire Health Adaptation Research on Trauma (HART) Université de Toronto

Dans le contexte social et politique d'aujourd'hui, les policiers sont de plus en plus appelés à répondre de leurs décisions de recourir à la force et de leurs gestes pour désamorcer des situations. Ils composent aussi avec des menaces nouvelles, pour eux et pour la population, qu'on pense au terrorisme ou à la violence dans les écoles, par exemple. Leurs employeurs doivent donc leur offrir une formation très efficace.

DES DONNÉES PROBANTES

Lorsqu'il existe des preuves scientifiques de l'efficacité d'une formation à atteindre les buts visés, on parle d'une formation fondée sur des données probantes. Or, les services de police et le gouvernement du Canada ont voulu offrir une formation conforme aux buts suivants : d'abord, améliorer la prise de décisions du policier concernant le recours à la force et les stratégies de désescalade; ensuite, prévenir les blessures de stress opérationnel (BSO) en favorisant chez le policier la résilience, sur les plans mental et physique.

Nos chercheurs ont travaillé en ce sens avec la collaboration de la Police régionale de Peel, du groupe tactique d'intervention de la Police de Toronto, de la Police de l'Illinois et de la Police nationale de la Finlande. Au terme des travaux de recherche, nous avons élaboré une formation scientifiquement éprouvée : l'International Performance Resilience and Efficiency Program (iPREP), un programme international d'amélioration du rendement, de la résilience et de l'efficacité.

COMPRENDRE LA RÉSILIENCE

Tout le monde parle de résilience, cette capacité de composer avec une situation stressante et de s'en remettre, mais nous avons constaté l'absence de recherches pour la comprendre d'un point de vue scientifique dans le milieu policier. Comme premiers intervenants, les policiers sont exposés au stress à répétition, ils débarquent dans des situations imprévisibles qui ne leur laissent pas le loisir du recul et ils doivent respecter une panoplie de politiques provinciales et organisationnelles. La formation destinée aux policiers doit être élaborée de concert avec la police afin de tenir compte de leur contexte unique.

Pour définir la résilience policière, nous avons consacré des milliers d'heures à la cueillette de données psychologiques, biologiques et opérationnelles sur des policiers nord-américains et européens. Nous avons étudié des policiers, des recrues jusqu'aux équipes fédérales d'intervention spécialisée, et les avons observés tant en formation que dans l'exécution de leur travail. Nous avons constaté des profils de risque et de résilience chez les policiers, sur les plans psychologique et biologique. Ces profils sont devenus évidents lorsqu'on a observé les policiers en situations de stress, au point où on a su qu'on pouvait les mesurer. Chaque personne a son profil personnel, ce qui veut dire que la formation devant améliorer la résilience doit répondre aux besoins particuliers de chaque policier.

EFFETS DU STRESS

Lorsqu'une personne fait face à une menace, elle subit une décharge d'adrénaline et de cortisol, des hormones qui favorisent une réaction rapide du corps. Lorsque la réaction biologique est modérée, elle aiguise la vision, l'ouïe, la motricité et le temps de réaction. Cependant, lorsque la réaction est forte, elle peut brouiller la pensée, la vision et l'ouïe, nuire à la motricité et ralentir le temps de réaction.

Le stress a frappé tous nos sujets, pas juste les recrues. Les réactions fortes aux menaces, lorsqu'elles se prolongent ou se répètent souvent, augmentent les risques pour la santé physique, par exemple une maladie cardio-vasculaire, ou mentale, comme un trouble anxieux. La bonne nouvelle est que l'effet néfaste du stress sur le rendement et la santé n'est pas inévitable. Une formation peut redresser un profil de stress personnel et améliorer le rendement.

Notre recherche (en anglais seulement) a prouvé que, quel que soit le niveau d'expérience ou d'expertise, les policiers font peu le lien entre leurs réactions psychologiques et physiques et leur rendement. Un élément essentiel de la formation est d'illustrer ce lien d'une manière personnelle et reconnaissable, et d'offrir des stratégies concrètes pour améliorer le rendement et la résilience.

LA FORMATION AMÉLIORE LE RENDEMENT

Des études des tendances dans la formation policière en Amérique du Nord révèlent qu'en grande partie, la formation traite des outils et des tactiques, sans aborder les facteurs psychologiques et physiques propres au policier. Pourtant, l'efficacité de l'outil est modulée par la personne qui s'en sert. La recherche soutient un changement de paradigme, afin d'intégrer à la formation policière l'observation directe des profils de risque des policiers et l'apprentissage de profils de résilience.

Le programme iPREP a été conçu à partir de données objectives, psychologiques et

Dans un scénario de formation, un policier de la Police régionale de Peel apprend en situation de stress des techniques de désescalade à appliquer à un homme violent.

Photo fournie par Judith Andersen

Photo fournie par Judith Andersen

Un formateur prépare les membres du groupe tactique d'intervention de Finlande à maintenir leur vigilance et leur concentration au moment de fouiller un immeuble. Le monitorage de leur rythme cardiaque et de la saturation d'oxygène indique le degré de stress vécu en cours de scénario.

biologiques, suivant des méthodes scientifiquement éprouvées pour favoriser l'apprentissage et l'acquisition de compétences. Une formation par scénarios — par exemple simuler avec des acteurs une fusillade dans une école désaffectée où l'on fait vraiment intervenir les apprenants — est essentielle pour faire émerger les réactions comportementales et les compétences nécessaires aux policiers pour améliorer leur rendement et accroître leur résilience.

Ce mode d'enseignement conscientise les policiers à leur corps, au lien entre la réaction que l'environnement déclenche dans leur organisme et aux changements auxquels cette réaction donne lieu dans leur corps, aux plans psychologique et physique. Les deux vont de pair et doivent être traités dans la formation par scénarios.

Le comportement ou la compétence souhaités en situation de stress doit devenir un réflexe chez le policier, un geste qu'il reproduira sans réfléchir. La formation iPREP favorise les réactions automatiques : une formation progressive et réaliste qui conscientise l'apprenant à son corps et l'outille pour régulariser ses réactions au stress.

Grâce à cette méthode, l'instructeur peut répondre aux besoins particuliers d'un policier tout en enseignant à un groupe. La recherche montre que la teneur du programme est importante, mais aussi la manière de le présenter. Le programme prévoit la formation des formateurs, afin de transmettre aux instructeurs en recours à la force des méthodes d'enseignement concrètes qui favorisent l'apprentissage chez la plupart des apprenants.

FONDEMENT SCIENTIFIQUE

Plusieurs études scientifiques ont mesuré l'efficacité de la méthode iPREP et montré que cette formation améliore de beaucoup la connaissance de la situation, le contrôle des réactions biologiques à la menace et l'exactitude des décisions relatives au recours à la force.

La formation nourrit la résilience physique et psychologique au stress. Elle améliore les réactions cardio-vasculaires et hormonales. Elle réduit la détresse, augmente la confiance et sensibilise aux réactions psychologiques qui nécessitent l'aide d'un professionnel en santé mentale. Autant d'acquis qui favorisent la santé à long terme et la prévention des BSO.

Le programme a été conçu pour s'intégrer à la formation existante (par exemple la recertification annuelle en recours à la force). Il exploite les compétences des instructeurs déjà employés par les services de police qui apprennent à livrer leur enseignement suivant la méthode iPREP. Notre étude a montré que les policiers adhèrent à la méthode d'enseignement (formation par scénarios) et aux compétences acquises parce qu'elles correspondent à leurs besoins et à leurs expériences.

Notre étude n'a trouvé aucune formule éprouvée qui puisse remplacer la formation par scénarios. Une étude comparant la formation assistée par la technologie et la formation par scénarios, simulant des situations de service actif, a prouvé que la formation assistée par la technologie ne préparait pas les policiers aux rencontres réelles aussi bien que la formation par scénarios.

CONCLUSION

Les recherches montrent que le programme iPREP atteint les buts des services de police et du gouvernement fédéral. Cette méthode améliore la prise de décisions chez le policier concernant l'application du recours à la force et de stratégies de désescalade et elle améliore sa résilience. Elle permet aussi de déceler tôt les risques de BSO, ce qui ouvre la voie à la prévention et à l'intervention rapide.

La formation rend les concepts abstraits de la résilience et du rendement optimal concrets et applicables pour les policiers. Elle a été adaptée aux réalités policières au moyen de la recherche, de la collaboration et de tests. Il s'agit d'un programme accrédité pratique et accessible qui améliore la résilience et le rendement des policiers. ■

Références

Santé mentale et sécurités des collectivités, Rapport du Comité permanent de la sécurité publique et nationale, Chambre des Communes, 42e législature, 1re session (octobre 2016).

Andersen, J.P. et H. Gustafsberg, « A training method to improve police use of force decision making: A randomized controlled trial », *Journal of Police Emergency Response*, 2016.

Morrison, G.B. et T.K. Garner, « Latitude in deadly force training: Progress or problem? », *Police Practice and Research*, 12(4), 2011, p. 341-361.

Andersen, J.P., M. Pitel, A. Weerasinghe et K. Papazoglou, « Highly realistic scenario based training simulates the psychophysiology of real world use of force encounters: Implications for improved police Officer Performance », *Journal of Law Enforcement*, 2016.

Andersen, J.P., M. Dorai, K. Papazoglou et B.B. Arnetz, « Diurnal and reactivity measures of cortisol in response to intensive resilience and tactical training among special forces police », *Journal of Occupational and Emergency Medicine*, 2016.

Andersen, J.P. K. Papazoglou, M. Koskelainen, M. Nyman, H. Gustafsberg et B.B. Arnetz, « Applying resilience promotion training among Special Forces police officers », *Journal of Police Emergency Response*, 2015.

Andersen, J.P., H. Gustafsberg, P.I. Collins et S. Poplawski, « Enhancing police situational awareness and use of force decision making: The International Performance Resilience and Efficiency Program », à paraître.

GICLÉE DE SANG

UN COURS DE SCIENCE EXPLIQUE LA FORME DES TACHES DE SANG

par Deidre Seiden

Quand la serg. Beverly Zaporozan, analyste de la morphologie des taches de sang (AMTS) à la GRC, parle de la « beauté » des taches de sang (traces d'impact) qu'elle préfère, ses confrères pouffent de rire.

« Je sais que c'est drôle, dire qu'une tache de sang est belle, déclare la serg. Zaporozan. Mais quand j'arrive sur les lieux d'un crime et que j'aperçois cette jolie forme en V sur le mur, je ne peux pas m'empêcher de la trouver belle tellement elle correspond bien à la forme type. »

La circularité quasi parfaite des traces trouvées, ou au contraire leur aspect ellipsoïde laissant deviner la provenance du jet, l'aspect du sang s'écoulant sur un mur, voilà le genre d'indices recueillis sur les lieux d'un crime violent grâce auxquels l'analyste peut faire avancer l'enquête.

« C'est de la résolution de problème, résume la serg. Zaporozan. La tache de sang a une histoire, et c'est à nous de l'interpréter, puis de la présenter devant le tribunal. »

Tout aspirant AMTS de la GRC suit d'abord un cours élémentaire sur la reconnaissance morphologique des taches de sang au cours de sa formation en identification judiciaire.

Après quoi il peut se spécialiser en analyse de la morphologie des taches de sang. Quiconque veut devenir AMTS au Canada doit suivre un cours spécialisé de mathématiques et de physique.

« Dans le cours d'intro, ils apprennent à reconnaître et à nommer les types de taches. Dans celui-ci, ils découvrent comment les taches se forment et comment le sang se comporte dans les airs », précise la s.é.-m. Erin Pepper, gestionnaire du programme de formation en identification judiciaire et en analyse de la morphologie des taches de sang de la GRC.

COMPRÉHENSION SCIENTIFIQUE

Dans le cours, les AMTS apprennent à déterminer la zone d'origine d'une éclaboussure, c'est-à-dire l'endroit, dans un espace tridimensionnel, où la victime se trouvait quand elle a été blessée. L'un des procédés utilisés est le « *stringing* ».

Par la disposition de ficelles représentant la trajectoire des giclures ayant produit les différentes taches de sang observées, cette méthode permet d'en déterminer l'angle d'impact et l'orientation. Le point vers lequel convergent les ficelles correspond approximativement à la zone d'origine.

Lorsque la GRC a commencé à faire l'analyse de la morphologie des taches de sang, dans les années 1980, ses AMTS employaient cette méthode sans en connaître les assises scientifiques.

C'est auprès de professeurs de mathématiques et de physique de l'Université Carleton qu'ils allaient chercher réponse à leurs questions.

« Les instructeurs se sont mis à enseigner qu'une goutte de sang, comme une balle de pistolet ou de baseball, suit dans les airs une trajectoire courbe, et que ce n'est qu'au début de sa course qu'elle paraît filer en ligne droite », relate Brian Yamashita, un chercheur de la GRC qui travaille avec le personnel de l'identification judiciaire.

Au départ, c'était un cours de deux semaines chargé de notions théoriques. Mais après l'arrivée de M. Yamashita comme instructeur, celui-ci a écourté le cours d'une semaine et y a intégré plus de connaissances pratiques utiles aux policiers, qui n'ont pas forcément de bagage scientifique.

TÉMOIGNER AVEC ASSURANCE

Les participants au cours se sont familiarisés avec les équations quadratiques, les paraboles et les mouvements à une et à deux dimensions, mais ils ont aussi appris des techniques d'analyse, par exemple l'utilisation d'un logiciel, au lieu de ficelles, pour déterminer la zone d'origine.

À la fin du cours, les participants mettent leurs connaissances en pratique en analysant une tache de sang trouvée sur un simulacre de lieu de crime.

« Savoir que leur travail repose sur des bases scientifiques leur donne de l'assurance », fait remarquer M. Yamashita.

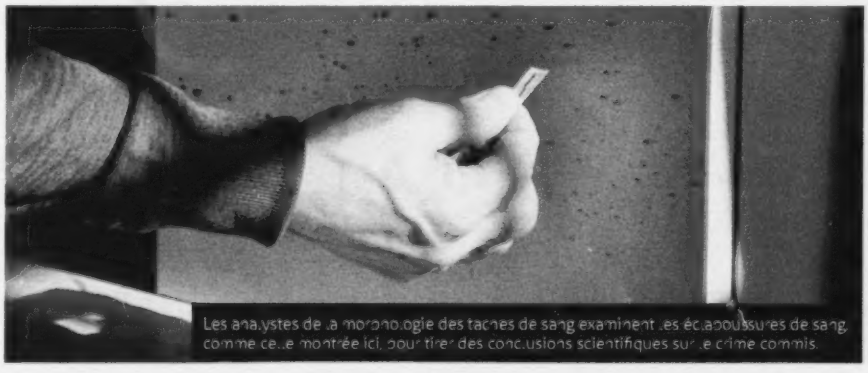
Cette assurance leur est utile au moment de témoigner en cour.

La serg. Zaporozan a témoigné dans beaucoup de procès, y compris celui de Cody Legebokoff, l'un des plus jeunes tueurs en série du Canada. Elle a participé à la deuxième perquisition menée à la résidence du criminel, où l'empreinte génétique de deux femmes disparues a été découverte.

« Il y avait deux éclaboussures en basse altitude et des signes de nettoyage, raconte la sergente. Mon partenaire et moi avons été en mesure de dire où les taches se trouvaient, quelles en étaient les causes possibles et comment elles avaient été produites. »

La compréhension et l'utilisation de notions mathématiques et scientifiques rendent les AMTS mieux à même de défendre leurs conclusions devant le tribunal.

« Finie l'époque où l'on pouvait dire "C'est comme ça parce que je le dis", déclare la serg. Zaporozan. Le cours de maths et de physique nous donne les moyens d'expliquer les notions de science qui sous-tendent nos analyses. Et si je vais au tribunal présenter mes conclusions, j'ai intérêt à être capable de les étayer scientifiquement, sans quoi elles ne valent rien. » ■



Les analystes de la morphologie des taches de sang examinent les éclaboussures de sang, comme celle montrée ici, pour tirer des conclusions scientifiques sur le crime commis.

Amelia Thatcher, GRC

APRÈS LE DIPLÔME

LA FORMATION PRATIQUE SERT LA RÉUSSITE DES NOUVEAUX MEMBRES

par Amelia Thatcher

Accroupis parmi des arbres, à la pointe du jour, des jeunes et des adultes de la communauté Mi'kmaq et des policiers de la GRC parlent stratégies de chasse à l'orignal devant un déjeuner. Des murmures excités parcourent le groupe hétéroclite de chasseurs réunis par le nouveau gendarme Jason Gauthier et son mentor, le gendarme Adam Peter-Paul.

« Les jeunes se plaignaient de n'avoir rien à faire dans la communauté, explique le gend. Gauthier, au service de la Première nation Elsipogtog, au N.-B. Nous avons voulu offrir une activité où jeunes et adultes se retrouveraient et se rapprocheraient. »

Avec l'aide du gend. Peter-Paul, le gend. Gauthier a organisé l'expédition avec des membres de la réserve afin d'améliorer les relations dans la communauté. La chasse faisait partie du projet final du gend. Gauthier pour réussir sa formation pratique de la GRC, dernière étape avant d'être admis au travail opérationnel.

Après six mois de formation pratique, l'organisation de l'expédition couronnait tout ce que le gend. Gauthier avait appris à ce jour. C'était la dernière étape à franchir pour devenir un policier de la GRC à part entière.

« Les projets permettent aux nouveaux de s'intégrer à la collectivité, précise le cap. Mike McFadden, coordonnateur de la formation pratique au Nouveau-Brunswick. Les citoyens apprennent à les connaître, et eux, à comprendre leurs valeurs. On ne fait pas qu'exécuter la loi, on fait de la médiation, du travail communautaire, de la résolution de problèmes aussi. »

Cette année, près de 900 cadets fraîchement diplômés ont gagné des détachements partout au Canada pour entreprendre leur formation pratique.

POUR DE VRAI

La formation pratique est obligatoire pour tous les nouveaux membres. Une fois réussie la formation de base à la Div. Dépôt — l'École de la GRC —, le programme de formation pratique aide les nouveaux membres à appliquer leurs connaissances et leurs compétences en milieu opérationnel, avec les conseils d'un policier d'expérience.

Gend. Jason Gauthier

En montrant à des jeunes comment dépiter un orignal, le gend. Adam Peter-Paul, moniteur au programme de formation pratique, montre au gend. Jason Gauthier comment faire du travail de police communautaire.

« C'est la suite de la formation de base, l'application de ce qu'on apprend à l'École, indique le cap. McFadden. Les moniteurs de formation pratique font le pont entre la théorie et la pratique. »

La GRC a adopté le programme national de formation pratique en 1998. Si le programme est le même partout au pays, l'expérience de chacun diffère, selon l'endroit où il est affecté.

Au Nouveau-Brunswick, le cap. McFadden va à la rencontre de chaque nouveau affecté à sa division. Puisqu'ils se chiffrent à une quarantaine par année, ce n'est pas trop difficile pour lui de faire le suivi des moniteurs.

La Colombie-Britannique — qui accueille plus de 300 nouveaux chaque année — applique son programme différemment. La cap. Heather Kent gère une équipe de quatre superviseurs de formation pratique à plein temps qui veillent aux parcours des nouveaux.

« Ce programme pose les bases du leadership à la GRC, estime la cap. Kent. Il faut mettre le temps, l'énergie et les efforts pour donner aux nouveaux membres le meilleur départ possible, parce que c'est ici qu'est l'avenir de l'organisation. »

DANS LA PRATIQUE

Le nouveau passe ses deux premiers mois de formation pratique à suivre son moniteur, pour apprendre en l'observant. Les deux ont les mêmes quarts au long du programme. À mesure que le nouveau membre gagne en confiance, il commence à aider là où il peut, sous l'œil vigilant de son moniteur.

Si le membre se montre compétent après les deux premiers mois, il commence à travailler avec plus d'autonomie et moins de supervision.

« J'ai été clair au début, nous n'étions que des collègues, déclare le gend. Peter-Paul. J'ai dit à Jason ce que j'attendais de lui, quelles sont mes valeurs et comment je fais mon travail. Mais quand j'ai vu sa soif d'apprendre, j'ai compris que nous pourrions être amis. »

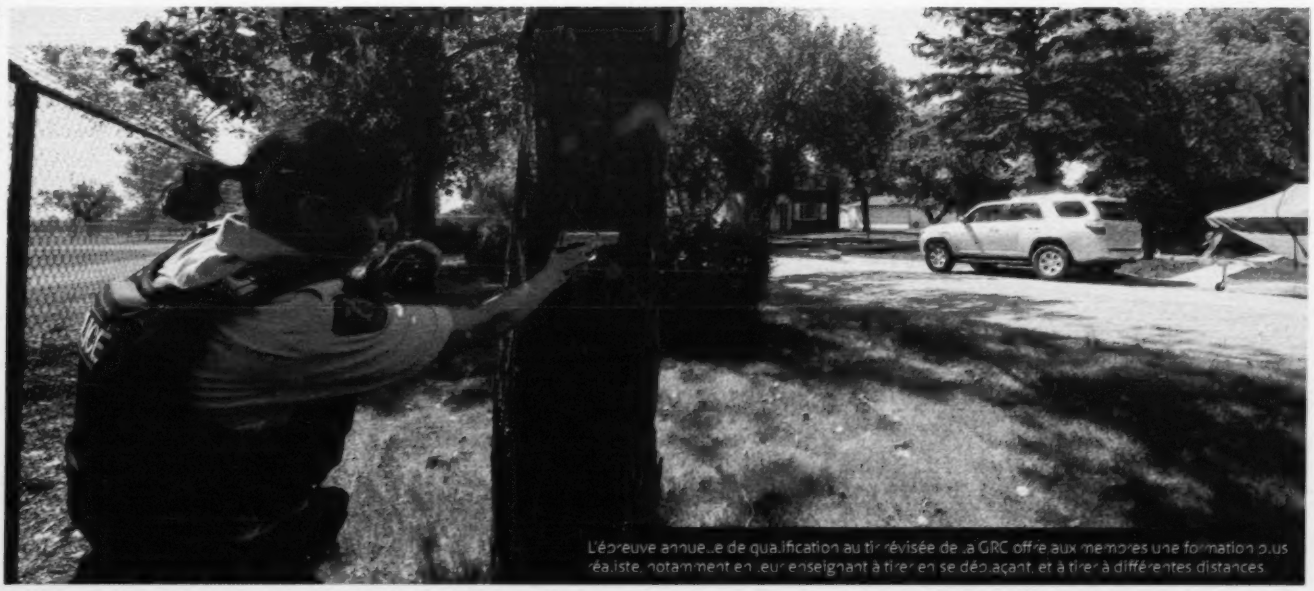
Si le nouveau n'est pas à la hauteur après deux mois, il doit élaborer un plan d'apprentissage avec son moniteur et le coordonnateur divisionnaire de la formation pratique. On peut alors décider de prolonger la formation pratique au-delà des six mois prévus.

Pour les gend. Peter-Paul et Gauthier, le programme s'est déroulé sans anicroche — ils sont dorénavant partenaires dans Elsipogtog.

Quant à la chasse à l'orignal, elle a atteint ses buts, selon les gend. Gauthier et Peter-Paul et les résidants d'Elsipogtog. À la fin de l'expédition, le groupe s'est réuni autour d'un feu de camp, a fait cuire du gibier et a parlé des événements de la journée.

« J'aime enseigner, avoue le gend. Peter-Paul. Quand j'aime quelque chose, je communique ma passion aux autres, et c'est valorisant. » ■

GRC



L'épreuve annuelle de qualification au tir révisée de la GRC offre aux membres une formation plus réaliste, notamment en leur enseignant à tirer en se déplaçant, et à tirer à différentes distances.

AYEZ CONFIANCE, DÉVELOPPEZ VOS COMPÉTENCES, RESTEZ EN SANTÉ

QUATRE INSTRUCTEURS DE LA GRC DISCUTENT DE FORMATION

La formation policière évolue constamment pour s'adapter aux nouvelles méthodes d'enseignement et aux différentes exigences imposées aux policiers. Katherine Aldred s'entretient avec quatre instructeurs chevronnés de la GRC à propos des cours qu'ils donnent, de ce qui a changé et de la façon dont leur formation prépare les policiers aux réalités actuelles du milieu.

Serg. Steve Burke

Lieu : Section nationale sur le recours à la force, DG, Ottawa, (Ont.)

Cours enseignés : J'ai enseigné le recours à la force à temps plein à Ottawa (DG) et en Colombie-Britannique. J'ai aussi été instructeur pour le Programme de protection des transporteurs aériens canadiens pendant plusieurs années.

Pourquoi êtes-vous devenu instructeur?
Au début de ma carrière, mon s.-off. de la formation m'a demandé si la formation sur le recours à la force m'intéressait. Il s'est donné beaucoup de mal pour m'offrir des possibilités d'apprentissage en plus de m'initier au monde de la formation.

À qui s'adresse la formation que vous offrez?
À tous les policiers opérationnels de la GRC.

Qu'enseignez-vous aux participants?
Tous les aspects des techniques liées à la sécurité des policiers, des tactiques et du maniement des armes à feu.

Quelle est la partie la plus difficile de votre formation?
Comme nombre de ces tactiques, compétences et méthodes de formation sont nouvelles, certains membres n'ont pas assez d'assurance pour penser qu'ils vont réussir. En fait, ils le peuvent, mais ils n'ont jamais eu l'occasion de se le prouver. Le plus difficile est de faire en sorte qu'ils se sentent suffisamment en confiance pour faire des choses qui les sortent de leur zone de confort.

Selon votre expérience, quel type de formation fonctionne le mieux?
Vu la nature de la formation sur le recours à la force, la formation pratique et la formation par scénarios sont les plus efficaces d'après mon expérience. Pour développer ou acquérir une nouvelle compétence, il faut exécuter et répéter le mouvement aussi souvent que possible afin de créer une mémoire musculaire qui nous permettra de réagir le plus rapidement possible dans une situation de stress. La formation par scénarios, lorsqu'elle est donnée correctement, que des munitions non mortelles sont utilisées et que les acteurs bougent en temps réel, et non au ralenti, est très proche de la réalité. C'est la meilleure façon de faire vivre une situation de stress aux participants et de voir comment ils réagissent.

De quelle façon votre domaine de compétence a-t-il évolué?
Au cours des 12 à 18 derniers mois, nous avons adapté et modernisé la formation aux armes à feu et certains de nos cours de formation tactique. Nous offrons maintenant une formation plus réaliste et utile à nos membres lors des séances de tir ou de déploiement rapide pour action immédiate (DRAI). Nos membres développent de nouvelles compétences, ils prennent de l'assurance et améliorent la

maîtrise de leur arme à feu. Lors de l'épreuve annuelle de qualification au tir (EAQT), les membres ne tirent plus sur une cible statique à répétition. De nouvelles compétences sont enseignées chaque année. Les nouvelles tactiques apprises lors de la formation sur le DRAI s'appliquent aussi aux activités policières quotidiennes et elles permettent aux membres d'acquérir de nouvelles compétences qui assureront leur sécurité.

Est-ce qu'un participant a déjà parlé de l'utilité de votre formation?
Nous recevons constamment des commentaires venant du terrain, certains positifs et d'autres concernant des améliorations à apporter à tous nos programmes. Les nouveaux programmes, notamment le DRAI à l'extérieur et les changements apportés à l'EAQT, ont été très bien accueillis. Un membre récemment impliqué dans un affrontement ayant mené à l'emploi d'une force mortelle nous a fait part de ses commentaires. Selon lui, c'est grâce aux compétences et à la confiance acquises à l'EAQT qu'il a pu demeurer en sécurité et intervenir lors de cet incident.

Quel conseil donnez-vous aux policiers en matière de formation?
La plupart des membres que je rencontre lors de ces séances, qu'ils aient plus ou moins d'ancienneté, sont désireux d'apprendre et heureux de développer de nouvelles compétences. Je leur dirais de toujours agir avec assurance et de ne pas avoir peur de faire des erreurs. Voilà le but de la formation : apprendre et être meilleur après l'avoir suivie qu'avant d'arriver au site de formation.

Serg. Blaine Landry

Lieu : École de la GRC (Division Dépôt), Regina (Sask.)

Cours enseignés : Je suis responsable de la Section de la recherche et de la formation par simulateur à la Div. Dépôt. De concert avec d'autres groupes divisionnaires, j'enseigne l'intervention exigeant le recours à la force, le programme de conduite, la conduite de véhicules d'urgence et les rudiments du maniement des armes à feu.

Pourquoi êtes-vous devenu instructeur?
J'envisageais de devenir enseignant avant d'entrer à la GRC. Enseigner à la GRC en étant policier, c'est le meilleur des deux mondes. C'est un rêve devenu réalité.

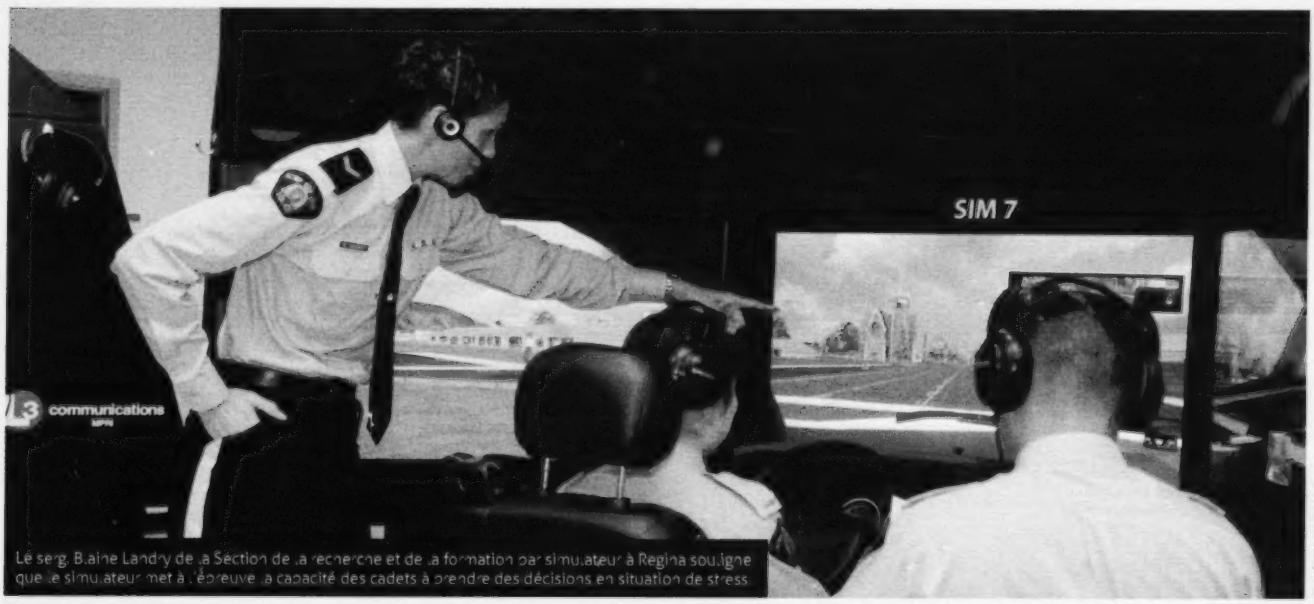
À qui s'adresse la formation que vous offrez?
J'enseigne principalement aux cadets, mais aussi à nos instructeurs à la Division Dépôt.

Qu'enseignez-vous aux participants?
Le recours à la force et la justification du Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents (MIGI), la conduite, la connaissance de la situation et de l'environnement et le cours de conduite avancé de véhicules prioritaires. Les participants apprennent à prendre des décisions éclairées et sous pression et à comprendre pourquoi ils ont posé certains gestes. Le simulateur nous offre de nouvelles possibilités et il nous permet de faire vivre de nouvelles expériences aux cadets.

Quelle est la partie la plus difficile de votre formation?
La plupart des participants assimilent toute la formation, mais certains seulement des parties. La prise de décision et l'explication peuvent prendre plus de temps à assimiler.

De quelle façon votre domaine de compétence a-t-il évolué?
Il n'y avait pas de simulateur il y a dix ans, voilà un gros changement. De plus, les exigences du travail policier ont considérablement changé. De nouvelles préoccupations sont apparues : les téléphones munis de caméras, l'attitude des gens à l'endroit des policiers, les normes des tribunaux et les attentes.

Quel conseil donnez-vous aux policiers en matière de formation?
Ne cessez jamais d'apprendre et prenez toujours le temps de développer vos compétences. Le travail policier est un marathon, pas un sprint : gardez la forme, ménagez-vous et restez en santé.



Le serg. Blaine Landry de la Section de la recherche et de la formation par simulateur à Regina souligne que le simulateur met à l'épreuve la capacité des cadets à prendre des décisions en situation de stress.

Christine Ross, GRC

S.é.-m. Norm Leger

Lieu : Collège canadien de police, Ottawa (Ont.)

Cours enseignés : Je gère la Section de la formation aux techniques d'enquête. J'ai enseigné le *Cours des témoins experts* ainsi que les cours de techniques d'enquête sur les drogues et le crime organisé.

Pourquoi êtes-vous devenu instructeur?

Je voulais redonner aux secteurs et aux domaines de spécialité où j'ai aimé travailler. Il s'agit également d'un milieu qui vous permet d'être créatif au travail.

À qui s'adresse la formation que vous offrez?

À tous les policiers de la GRC et aux autres services de police (au pays ou à l'étranger).

Qu'enseignez-vous aux participants?

Les compétences d'enquête sur les drogues, le crime organisé, la criminalité financière, la traite des personnes et la formation sur le soutien aux enquêtes pour les commandants des interventions, les négociateurs en situation de crise et les analystes du renseignement. On enseigne aussi la préparation de curriculum vitae et de rapports de preuve sous forme d'opinion, les compétences en communications et les témoignages en cour.

Quelle est la partie la plus difficile de votre formation?

Changer les vieilles habitudes, c.-à-d. la mentalité du « nous avons toujours fonctionné de cette façon », et mettre en œuvre de nouvelles techniques de formation.

De quelle façon votre domaine de compétence a-t-il évolué?

L'arrivée de la technologie. Nous avons ajouté la simulation à certains de nos cours au Collège canadien de police, de façon semblable à la version adulte d'un jeu vidéo, afin de compléter les exercices basés sur des scénarios. Elle permet à l'instructeur d'évaluer la compréhension d'un concept chez les participants, de formuler des commentaires objectifs à un participant et de réduire au minimum les besoins en ressources humaines au cours d'une longue période lors des exercices pratiques et des évaluations.

Depuis l'arrivée de la simulation, tout progresse très rapidement. Nous pouvons maintenant ajouter de l'équipement de surveillance des signes vitaux à nos systèmes pour suivre le rythme cardiaque d'un participant lors de situations stressantes. Nous pouvons utiliser les systèmes d'Oculus Vision Technology, etc. On entend parler d'un nouveau module d'extension presque chaque semaine.

La technologie peut être une arme à double tranchant. Elle peut être très efficace et parfois essentielle, mais il peut être difficile et coûteux de rester au fait des progrès.

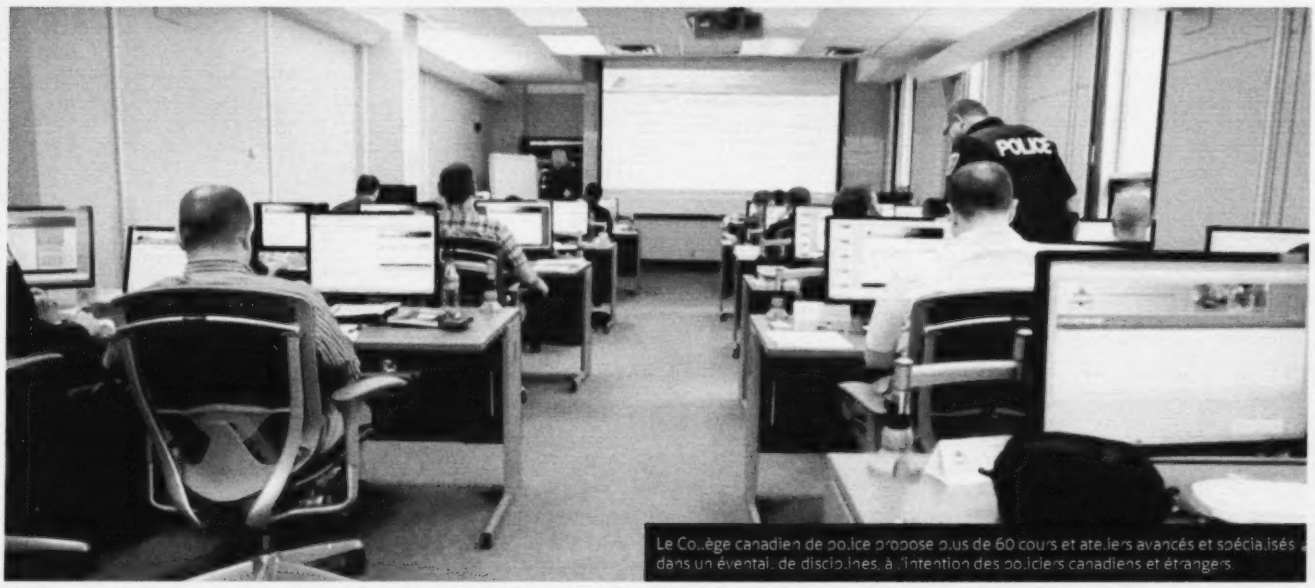
Est-ce qu'un participant a déjà parlé de l'utilité de votre formation?

Un des participants a déjà suivi le *Cours de techniques d'enquête sur les drogues* et, plus particulièrement, une séance sur les caractéristiques d'un suspect armé. À son retour au travail, il a intercepté un véhicule et un passager en est sorti avant de s'enfuir. Grâce à la formation, il a rapidement formulé l'hypothèse que le suspect était armé et il en a immédiatement informé un autre policier à proximité. Le suspect a été arrêté en toute sécurité et, lors de la fouille, ils ont trouvé une arme de poing chargée cachée sur lui.

Quel conseil donnez-vous aux policiers, jeunes ou d'expérience, en matière de formation?

Faites part de votre point de vue et de votre expérience, peu importe le temps passé au travail. J'entends souvent les participants dire qu'ils apprennent des expériences des autres, surtout lorsqu'ils peuvent réfléchir à la façon dont ils auraient pu agir après avoir analysé leurs gestes. Les membres plus jeunes ont de très bonnes idées et ils m'ont appris beaucoup de techniques vraiment innovatrices. Soyez plus qu'une éponge qui absorbe l'information : parlez!

De plus, soyez ouvert aux nouvelles façons de travailler, surtout lorsqu'une technologie est mise en œuvre. C'est la voie de l'avenir.



Le Collège canadien de police propose plus de 60 cours et ateliers avancés et spécialisés dans un éventail de disciplines, à l'intention des policiers canadiens et étrangers.

Collège canadien de police, GRC

GRC

La cap. Kelly Godard, ci-dessus, enseigne les rudiments du tir à la carabine de patrouille. Selon elle, le cours de cinq jours sur cette arme relativement nouvelle présente une courbe d'apprentissage passablement abrupte.

Cap. Kelly Godard

Lieu : Section nationale sur le recours à la force, DG, Ottawa, (Ont.)

Cours enseignés : Je m'occupe surtout de la carabine de patrouille [semi-automatique], mais j'enseigne aussi aux instructeurs de vélo de montagne, aux instructeurs en sécurité publique et policière et en maniement d'armes à impulsions ainsi qu'aux instructeurs de tir de base et de tir à la carabine à la GRC.

Pourquoi êtes-vous devenu instructeur?

Ma passion pour l'enseignement a débuté bien avant d'entrer à la GRC. Avant de devenir gendarme, j'ai été instructeur de ski à Whistler, (C.-B.). J'ai aussi été instructeur de ski nautique, de vélo de montagne, de rugby et de hockey mineur. Poursuivre cette passion à la GRC était tout à fait naturel.

À qui s'adresse la formation que vous offrez?

Le cours sur la carabine de patrouille est destiné aux membres réguliers [policiers de la GRC opérationnels]. Je donne de nombreux autres cours, mais pour l'instant je me concentre sur la création, la mise à jour, l'amélioration et l'offre de la formation nationale aux utilisateurs de la carabine de patrouille.

Qu'enseignez-vous aux participants?

Ils apprennent la nomenclature des armes à feu, les pratiques de sécurité exemplaires et les principes de base du tir à la carabine. Bien que tous les participants soient déjà des membres réguliers compétents, il leur reste beaucoup à apprendre avec cette arme. Ils apprennent à tirer avec précision à partir de différentes positions ou dans des situations semblables à ce qu'ils pourraient vivre sur le terrain. Au lieu de tirer sur des cibles statiques, nous offrons aux participants une formation plus dynamique et tactique.

Quelle est la partie la plus difficile de votre formation?

Le cours, d'une durée de cinq jours, est exigeant physiquement et mentalement. Comme la plupart des participants touchent à ce type d'arme à feu pour la première fois, ils ne savent pas comment tirer ou l'utiliser avec efficacité. Les principes de base du tir à la carabine sont nouveaux pour eux : ils doivent rapidement tirer en se déplaçant en faisant appel à des tactiques judicieuses. Il s'agit d'un apprentissage difficile.

Selon votre expérience, quel type de formation fonctionne le mieux?

Il importe d'avoir une compréhension élémentaire de ce que vous êtes sur le point d'apprendre, voilà pourquoi la formation en classe et en ligne est utile. Il faut ensuite manipuler l'arme à feu pour apprendre comment appliquer les principes de base des tactiques et du tir. Finalement, les participants doivent montrer que l'ensemble de leurs nouvelles compétences répond à une norme de compétence lors de la formation par scénarios. Cette formation est sans doute le facteur le plus important, puisqu'elle assure le succès des participants sur le plan opérationnel. En définitive, nous voulons assurer la sécurité de tous, et il s'agit du meilleur outil pour donner une rétroaction sur leur progression.

De quelle façon votre domaine de compétence a-t-il évolué?

La carabine de patrouille est une arme à feu relativement nouvelle à la GRC. Le premier cours destiné aux membres réguliers a été mis à l'essai en 2013. Depuis, des tactiques et des pratiques exemplaires nouvelles et améliorées ont souvent été ajoutées au matériel de formation. Il s'agit d'un processus en constante évolution visant à améliorer le produit final pour nos membres. Nous nous efforçons de rester à l'affût des nouvelles tendances et le matériel de formation doit en tenir compte.

Est-ce qu'un participant a déjà parlé de l'utilité de votre formation?

Absolument. Un membre ayant suivi le cours a été impliqué dans un incident avec la carabine la semaine suivante. Sans la carabine, les choses auraient pu mal tourner. En mettant à profit son expérience et la formation qu'il avait suivie, le membre a pu maîtriser la situation.

Quel conseil donnez-vous aux policiers en matière de formation?

Il importe de se tenir à jour. Qu'il s'agisse de tirer à la carabine ou de passer les menottes, ces compétences renouvelables pourraient sauver votre vie ou la vie de quelqu'un d'autre. Nous quittons la maison chaque jour en pensant revenir, c'est pourquoi il est essentiel d'être aussi préparés que possible. Cela dit, je conseille à tout le monde d'être humble, ouvert et préparé, et de prendre toutes les possibilités de formation au sérieux. Les membres et la population vivront ainsi en sécurité. ■

Photo fournie par le serg. Katrina O'Reilly

La serg. Katrina O'Reilly, au centre, enseigne les techniques de maîtrise des foules à des patrouilleurs-cyclistes de la police nationale d'Ukraine

LE VÉLO, UN MOYEN DE SE RAPPROCHER DU CITOYEN

UNE AGENTE DE CALGARY FORME DES POLICIERS UKRAINIENS À LA PATROUILLE CYCLISTE

par Serg. Katrina O'Reilly, patrouille à vélo de montagne, service de police de Calgary (SPC)

En juillet dernier, je me suis rendue à Kiev, en Ukraine, à titre de consultante auprès d'Agriteam Canada, partenaire du ministère canadien des Affaires étrangères et de la Mission de conseil de l'Union européenne, dans le but d'appuyer la réforme de la police de patrouille nationale.

Présente là-bas depuis 2015, la GRC, à l'instar d'autres corps policiers canadiens, conseille le ministère de l'intérieur en matière de sécurité. Des agents chevronnés ont été invités à travailler de près avec leurs homologues ukrainiens pour transformer la police nationale en un organisme de confiance, où efficacité, transparence et activité communautaire sont les mots d'ordre.

Le Canada a déjà versé cinq millions de dollars pour l'acquisition d'uniformes et de caméras corporelles, et pour la formation en tactiques de contrôle, en leadership et en affaires publiques. En l'occurrence, le SPC a créé un programme de formation de patrouilleurs-cyclistes.

La police nationale d'Ukraine (PNU) entend, entre autres, améliorer la perception des citoyens et les relations publiques. Compte tenu de la réussite des patrouilles à vélo de montagne au Canada, nous avons montré des exemples concrets de l'utilisation optimale de ce type de vélo lors de rassemblements, en zones piétonnières et dans les patrouilles régulières.

CHANGER LES PERCEPTIONS

Cinquante patrouilleurs venus des quatre coins d'Ukraine ont découvert les rudiments de la patrouille cycliste. Ils ont appris les techniques de faible vitesse et de déplacement à deux et en groupes, ainsi que les stratégies de communication avec un sujet.

Avant la reconstitution de la PNU en 2015, les citoyens se méfiaient habituellement des policiers. Nul doute qu'aujourd'hui, tout en lui préservant sa position d'autorité, l'allure de l'agent cycliste en short et t-shirt le rend moins intimidant aux yeux de la population. De fait, les patrouilleurs à vélo ont deux fois plus d'échanges positifs avec le public. En étant plus faciles d'approche, ils projettent une nouvelle image.

La PNU en est à ses débuts. Ses agents éduqués, enthousiastes et fortement dévoués nous ont été reconnaissants et nous ont posé beaucoup de questions, notamment s'il était acceptable de serrer la main à un membre du public. Nous leur avons réitéré l'importance d'être accessible, amical et à l'écoute.

Si elles sont essentielles aux initiatives de police communautaire, les patrouilles cyclistes trouvent leur place dans d'autres interventions, telles que la maîtrise des foules et des manifestations. Les participants ont appris que même devant une foule incontrôlable, ils sont en mesure d'établir un rapport avec le public et de désamorcer des situations avant qu'elles ne se dégradent. Ils peuvent non seulement intervenir rapidement, mais faire barrière avec leurs vélos dans divers scénarios.

Durant la formation, les apprentis ont regardé des vidéos et des photos d'agents cyclistes canadiens au Sommet du G8, au Red Mile des Flames de Calgary (tronçon de rue où se réunissent des milliers d'amateurs de hockey) et à des manifestations anti-racisme auxquelles participent des foules monstre et potentiellement violentes. Ils ont constaté

leur efficacité et leur professionnalisme, et se sont réjoui de les voir utiliser les médias sociaux – égoportraits d'agents discutant avec des membres du public.

Pendant l'annonce de la composition de l'équipe olympique à Kiev la semaine suivant la formation, des spectateurs n'ont cessé d'interpeler les policiers pour leur parler et se faire photographier avec eux. Ces patrouilleurs fraîchement émoulus, les mêmes qui s'interrogeaient sur la poignée de main, n'ont pas tardé à nouer des liens avec leur collectivité.

BIEN SE FAIRE COMPRENDRE DANS UNE AUTRE LANGUE

L'aspect le plus difficile de la formation a probablement été d'enseigner dans un pays où l'anglais n'est pas une langue parlée couramment. Un interprète était toutefois présent pour traduire chaque phrase. Ce n'était pas chose facile, mais au bout d'une journée, nous nous sommes habitués à communiquer les plans de leçon efficacement avec son aide.

La communication occupant une place prépondérante dans le travail policier et la formation, nous craignions que les notions et les méthodes essentielles soient omises dans la traduction. Heureusement, un employé civil professionnel des communications au SPC avait préparé le terrain en conseillant sur place les policiers au sujet de la sensibilisation et de la communication avec le public, et de l'engagement citoyen et policier. Grâce à leur formation aux relations avec les médias, bon nombre d'agents comprenaient déjà l'importance d'une communication ouverte avec le public et les médias. Le message traduit véhiculait bien cette idée.

La formation a été une occasion de s'enrichir et d'échanger des idées et du savoir-faire. En transmettant à leurs homologues ukrainiens les principes de la police communautaire, selon lesquels les policiers sont des civils et non des soldats, et un corps policier est une organisation au service de la communauté et responsable envers elle, nos agents ont, nous l'espérons, montré le bon exemple. ■

Agente cycliste pendant plus de la moitié de sa carrière de 20 ans au sein du Service de police de Calgary, la serg. Katrina O'Reilly enseigne la patrouille à vélo à de nombreux policiers et agents de la paix dans l'Ouest canadien et aux États-Unis.

DE LA FORMATION À LA PATROUILLE CYCLISTE

par le serg. Chris Newel, chef de détachement, Kimberly, C.-B.

En 1987, le service de police de Seattle était parmi les premiers à adopter le concept de la patrouille cycliste. Par nécessité surtout, car il fallait que ses agents se déplacent pendant la construction du tunnel pour autobus. D'autres services aux États-Unis et au Canada, notamment la GRC, ont vite reconnu l'utilité de disposer d'une patrouille cycliste permanente.

Ce type de patrouille offre bien des avantages : les agents peuvent non seulement se faufiler dans des ruelles étroites inaccessibles aux véhicules et entre les files de voitures aux heures de pointe, mais se déplacer dans divers types de terrain plus rapidement qu'à pied. De plus, ils sont plus faciles d'approche, et les citoyens sont à l'aise d'échanger avec eux.

Les brigades cyclistes se rendent aisément à des lieux de rassemblement pour bloquer ou orienter des foules et suivre leurs mouvements en formant rapidement des barrières mobiles.

Reste que pour être agent cycliste, il ne suffit pas de troquer un véhicule par un vélo. D'une durée de cinq jours, la formation au vélo de montagne de la GRC permet aux policiers d'acquérir de l'assurance et les compétences nécessaires pour gérer diverses situations et exécuter une panoplie de manœuvres en toute sécurité.

Au début du cours, on présente la terminologie, le matériel et les techniques d'ajustement et de réparation d'un vélo. Puisque la forme physique est importante, les participants doivent aussi pouvoir parcourir 16 km en 35 minutes.

Il faut savoir se déplacer à travers des cônes de signalisation, freiner, faire des virages rapides et des descentes d'urgence pour bien utiliser un vélo. La sécurité routière occupant une place importante dans le cours, les agents cyclistes doivent aussi bien connaître la *Loi sur les véhicules à moteur* et son application aux vélos.

En plus d'apprendre à franchir des obstacles (bordures de trottoir, marches, arbres morts, etc.), les participants voient comment gérer une situation de manière sûre sur le plan tactique – le vélo offrant moins de protection qu'un véhicule. On leur montre aussi comment descendre du vélo et tirer avec précision avec leur arme, ce qui est difficile lorsque son rythme cardiaque est élevé.

Les agents cyclistes formés peuvent patrouiller dans un grand secteur et contribuer efficacement à réduire la criminalité et à améliorer les relations avec le public.

Grâce à la formation au vélo de montagne, les policiers apprennent les subtilités du travail policier à deux roues, y compris la descente d'un escalier.

Serg. Chris Newel, GRC

PLUS QU'UNE SIMPLE RENCONTRE

LE COURS DE MOTOCYCLETTE RAPPROCHE DIFFÉRENTS SERVICES

par Amelia Thatcher

Le bruit de 13 motocyclettes retentit aux Installations des Opérations techniques et des Missions de protection (IOTMP) de la GRC, à l'est d'Ottawa. Un par un, les membres de la GRC, du Service de police d'Ottawa (SPO) et du Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) circulent entre des cônes dans l'espoir de devenir des motocyclistes certifiés.

« La formation était difficile. Ce n'est pas tout le monde qui l'a achevée. Certains ont abandonné, d'autres ont échoué, lance la gend. Isabelle Vachon, la première membre du groupe de motocyclistes du SPVG. C'est la meilleure formation disponible à mon avis. »

La gend. Vachon fait partie des 11 policiers à avoir réussi le cours élémentaire de conduite de motocyclette de police donné par la GRC en mai dernier. Ce cours de trois semaines permet aux candidats des trois services de police d'apprendre les rudiments de la conduite de motocyclette.

Le travail policier à Ottawa, la capitale du Canada, exige une étroite collaboration entre les services de police municipaux et fédéral. Qu'il s'agisse d'escorter des politiciens ou d'appliquer la loi lors d'événements comme la Fête du Canada, les motocyclistes du SPO, du SPVG et de la GRC travaillent souvent de concert pour assurer la sécurité de la RCN.

« Lors de nos rencontres et de nos discussions, nous savons à quoi nous en tenir grâce à la formation conjointe suivie, explique le serg. James Mulligan, instructeur de motocyclette au SPO. Ainsi, les opérations sont facilitées, très coordonnées et extrêmement professionnelles. »

À PROPOS DU COURS

En 2011, le serg. Mulligan a suivi cette même formation de base, à une différence près : le SPO, le SPVG et la GRC ne suivaient pas cette formation ensemble.

« Nous étions au même endroit, au même moment, et nous suivions ce qui était censé être le même cours, mais pas ensemble, lance-t-il. Il était donc logique de regrouper les ressources. »

Lors de sa propre formation, le serg. Mulligan a remarqué que la GRC faisait les choses différemment du SPO, tout en connaissant plus de succès. Les membres sont sortis du cours de la GRC avec un niveau de compétence plus élevé, acquis plus rapidement.

Après en avoir discuté avec la direction, on lui a confié la tâche de remanier le programme de motocyclette du SPO. Il devait intégrer la formation du SPO au cours et aux meilleures pratiques de la GRC pour favoriser l'uniformité quand les deux services travaillent ensemble sur le terrain.

Le serg. Mulligan a rencontré l'instructeur de motocyclette de la GRC et le coordonnateur du programme à la Division nationale, le s.é.-m. Luc Gratton, et il est devenu apprenti instructeur de la formation de la GRC. Il a aussi suivi des cours d'enseignement aux États-Unis pour apprendre les meilleures pratiques. En 2013, le SPO et la GRC ont fusionné leurs cours, et le SPVG les a rejoints peu après.

« Nous avons relevé la barre, lance le s.é.-m. Gratton, motocycliste depuis 18 ans. La formation est plus difficile, mais les compétences des motocyclistes sont améliorées. Nous mettons l'accent sur la sécurité, les compétences et le lien de confiance entre le policier et la motocyclette. »

Le serg. Mulligan a remarqué que les compétences des motocyclistes du SPO se sont bien améliorées grâce à la formation. Avant 2013, il y avait chaque année de quatre à cinq collisions impliquant des motocyclistes du SPO, mais il n'y a eu aucune collision ces trois dernières années.

« Le cours nous prépare à vivre avec l'adrénaline et la vitesse, affirme le serg. Mulligan. Si la nervosité s'emparait de vous auparavant, ce cours la fera disparaître et, en tant que motocycliste, vous saurez éviter les collisions et les erreurs. »

SUR LA ROUTE

Le cours élémentaire de conduite de motocyclette facilite la collaboration entre les services qui l'offrent. Cette année, Ottawa a accueilli le Sommet des leaders nord-américains, auquel a assisté le président sortant des É.-U., Barack Obama. Bien que le maintien de l'ordre soit habituellement assuré par les corps de police municipaux lors de cet événement, le SPO a demandé à la GRC de l'aider à escorter les politiciens et à diriger la circulation.

« Ayant tous suivi la même formation, la transition a été très facile », estime le s.é.-m. Gratton.

Les membres de la GRC ont enfourché leur moto et ils se sont facilement intégrés aux formations d'escortes et aux plans conçus par la police d'Ottawa.

« Je peux rouler derrière n'importe quel policier et, d'après son langage corporel, je sais exactement ce qu'il va faire avant qu'il le fasse, prétend le serg. Mulligan. Nous devons avoir cette confiance – une simple erreur peut coûter la vie de quelqu'un. »

Bien qu'ils ne travaillent pas chaque jour ensemble, les policiers comme la gend. Vachon se sentent plus à l'aise lorsque l'occasion se présente. Elle a aussi appris à respecter les motocyclistes de n'importe quel service de police.

« Avant de suivre la formation, je regardais les motocyclistes en me disant que ça devait être un emploi plaisant, déclare la gend. Vachon. Je ne comprenais pas à quel point c'est un métier difficile sur les plans physique et psychologique. Maintenant je sais et j'ai la plus haute estime pour mes collègues. » ■

Des membres de la GRC, du SPO et du SPVG suivent la formation en motocyclisme ensemble pour se préparer aux opérations conjointes sur le terrain.

Photo fournie par le serg. James Mulligan

POLICIER DE COULISSE

UN INSPECTEUR MET SON BAGAGE AU PROFIT DES 7E ET 8E ARTS

La formation de l'insp. Jeff Harris l'a préparé à tout, de la première ligne au grand écran. Fort de près de 30 ans d'expérience policière et bardé d'attestations, il aide les réalisateurs à assurer la représentation authentique du travail policier au cinéma et à la télé. Amelia Thatcher lui a demandé comment il se tient à jour, comme policier et comme conseiller de tournage.

Photo fournie par l'insp. Jeff Harris

Pour offrir des services de conseil à l'égard d'émissions de télé et de films, l'insp. Jeff Harris, au centre, suit régulièrement des cours avec son ancienne équipe, le GTI de la police de Vancouver, pour rester à la fine pointe des tactiques policières.

QUEL GENRE DE FORMATION POLICIÈRE AVEZ-VOUS SUIVIE?

Quand je suis entré à la GRC en 1987, mon sergent était fort sur l'apprentissage continu. J'ai suivi tous les cours que je pouvais — sur la conduite de petits bâtiments, l'alcootest, le radar — avant de passer au Service de police de Vancouver en 1991. Je suis un peu accro à l'adrénaline. J'aime le côté palpitant du terrain et de l'action immédiate, alors je me suis joint au Groupe tactique d'intervention (GTI), qui m'a offert une variété inouïe de formation et d'expériences : libération d'otages, signification de mandats, tir d'élite, protection de témoins et de PDM, cortèges motorisés, transfert de prisonniers, collaboration avec les forces armées, alouette. J'ai profité de tout ce qui passait.

COMMENT ÊTES-VOUS DEVENU CONSEILLER POUR LES FILMS ET LES ÉMISSIONS DE TÉLÉ?

Je suis devenu figurant spécialisé dans les rôles de policier à la télé en 1995. Un jour, en jouant dans une scène, j'ai vu qu'un policier avait été engagé à titre d'expert en bombes. Je l'écoutais donner des explications au réalisateur et je me disais qu'il ne savait pas de quoi il parlait. Je me suis donc interposé en me présentant comme réserviste du GTI formé à l'enlèvement d'explosifs et en précisant comment se mènent vraiment les enquêtes sur les menaces d'attentat à la bombe. Depuis, je sers de conseiller autant pour des émissions de télé que pour des films comme X-Men 2 et La planète des singes : les origines.

COMMENT VOTRE FORMATION POLICIÈRE VOUS AIDE-T-ELLE DANS CE RÔLE?

Réalisateurs, producteurs, scénaristes et acteurs me consultent pour maximiser le réalisme des séquences où figurent des policiers ou des militaires. Côté rédaction, je peux modifier un dialogue ou le déroulement de certaines interactions. J'apprends aux acteurs la façon de charger une arme, de la manier et d'affronter une menace. J'aide parfois à préparer une scène. Par exemple, si le réalisateur demande comment une équipe tactique entrerait quelque part, je lui explique par où elle arriverait, où elle se mettrait en file, comment elle défoncerait la porte, etc.

POUVEZ-VOUS DONNER DES EXEMPLES DE CONSEILS QUE VOUS DONNEZ?

Bien des petits détails échappent aux équipes de tournage. Dans les films, on voit souvent des intervenants tactiques brandir des armes inadaptées à leur tâche et porter de l'équipement aux sangles pendouillantes, un problème qui les exposerait à des risques dans la vraie vie et qu'ils régleraient avec du ruban adhésif pour éviter de s'accrocher partout. J'ai déjà fait le tour d'un plateau armé de ruban adhésif noir pour fixer les bouts qui dépassaient sur tous les costumes.

POURQUOI SE SOUCIER DU RÉALISME DE LA FORMATION ET DES TACTIQUES POLICIÈRES À L'ÉCRAN?

Plus une œuvre semble professionnelle et réaliste, plus elle attire de spectateurs, surtout chez les policiers et les militaires, beaucoup plus susceptibles de suivre une émission qui offre un portrait authentique de leur travail. Plein de gens de ces milieux-là écoutent la télé, et les erreurs leur sautent aux yeux. Il importe aussi de représenter fidèlement les services de police réels en donnant à leurs agents une apparence professionnelle qui se voit au port de l'uniforme, à l'ajustement du ceinturon et au maniement des armes. Je m'assure que les acteurs ne font pas n'importe quoi. J'essaie de les mettre dans la peau d'un flic ou d'un soldat.

COMMENT RESTEZ-VOUS À JOUR DANS VOTRE FORMATION?

Pour moi, c'est une question de croissance personnelle. Il faut notamment suivre à intervalles réguliers des cours de recertification sur le recours à la force et les armes à feu. Parfois, je rejoins mon ancienne équipe pour suivre une formation et voir si des choses ont changé. Je dis aux autres policiers que tout au long de leur carrière, ils doivent maximiser leur apprentissage, suivre autant de cours que possible et rester à l'affût de toutes les occasions. ■

LES FAITS

FENTANYL

Julie Laflamme, CRC

Le fentanyl est un opioïde à action rapide 80 fois plus puissant que la morphine. Il a des applications cliniques légitimes pour traiter la douleur chronique. Toutefois, sa consommation illicite est extrêmement dangereuse, et en croissance, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde.

Selon le service des coroners de C.-B., il y a eu 248 décès par surdose entre janvier et juin 2016, une augmentation de 250 p. 100 par rapport à la même période en 2015. On a décelé du fentanyl dans la moitié de ces cas.

Le fentanyl se présente souvent sous forme de comprimés vendus dans la rue comme de l'oxycodone. On peut le trouver dilué et vendu comme de l'héroïne de synthèse. On le trouve aussi sous forme de timbre pour un soulagement prolongé de la douleur, et ces timbres sont souvent vendus, même utilisés, sur le marché noir.

L'Association canadienne des chefs de police rapporte qu'un accro au fentanyl peut en consommer chaque jour jusqu'à 15 comprimés qui lui coûtent 300 $. Pour s'offrir sa drogue, il commet des délits (vols, sexe, drogues) dont il ne tire souvent que 10 ou 20 p. 100 de la valeur – c'est dire qu'il lui faut voler pour au moins 3 000 $ par jour afin de financer sa dépendance.

Selon la Drug Enforcement Agency américaine, le fentanyl illicite vient surtout de Chine. Le crime organisé et les indépendants l'achètent en ligne et se le font envoyer. Beaucoup de fabricants chinois offrent même de remplacer gratuitement la première livraison, si celle-ci est saisie.

Dans un récent rapport, les Nations Unies notent que c'est au Canada qu'il se consomme le plus d'opioïdes d'ordonnance per capita (opium nature, opium de synthèse et médicaments semi-synthétiques qui l'imitent). Bien des utilisateurs commencent par les versions légitimes, puis se tournent vers les opiacés du marché noir pour satisfaire leur dépendance.

Les presses à comprimés qu'on utilise pour mettre le fentanyl en comprimés ne sont réglementées ni au Canada, ni en Chine. L'Association canadienne des chefs de police demande qu'on légifère pour interdire l'entrée au pays des presses à comprimés sans qu'elles soient enregistrées.

Un kilo de fentanyl, qui vaut quelques milliers de dollars, suffit pour faire plus de 100 000 comprimés — qui valent des millions dans les rues, selon la Drug Enforcement Agency.

Le fentanyl et l'héroïne coupée au fentanyl sont vendus dans la rue sous les appellations Apache, China Girl, China White, Dance Fever, Friend, Goodfella, Jackpot, Murder 8, TNT, et Tango and Cash, selon le National Institute on Drug Abuse américain.

En 2013, North Bay, en Ontario, a lancé l'initiative d'échange de timbres, exigeant des patients qu'ils rapportent leurs timbres de fentanyl usagés pour renouveler leur ordonnance. En évitant que des timbres usagés parviennent au marché, on a mis fin localement à la revente au noir du fentanyl. L'initiative s'étendra bientôt à tout l'Ontario, après l'adoption d'une loi.

La naloxone est un antidote qu'on peut injecter afin de contrer rapidement les effets d'une surdose de fentanyl. Déjà dans l'Ouest canadien, les ambulances disposent de trousses de naloxone pour intervenir vite sur des patients en surdose et Santé Canada a déréglementé le médicament afin d'accélérer son adoption dans le reste du pays.

Le Centre canadien de lutte contre les toxicomanies a indiqué en 2015 qu'il y avait eu au Canada 655 décès imputables au fentanyl entre 2009 et 2014 — et vraisemblablement plus. En Ontario, le fentanyl est dorénavant la principale cause des décès imputables aux opioïdes.

Selon l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, une dose de deux milligrammes de fentanyl est létale. Le fentanyl peut s'absorber par la peau, il faut donc manipuler les substances inconnues avec une extrême prudence.

Afin de contrer une utilisation abusive, la formule de l'oxycodone a été modifiée en 2012 afin de la rendre moins addictive. Depuis, presque tous les comprimés d'oxycodone vendus dans la rue sont en réalité du fentanyl. Au Canada, ces comprimés contrefaits sont souvent verts et frappés du code « CDN 80 », afin de passer pour de l'oxycodone d'avant 2012.

En 2015, la Drug Enforcement Agency américaine a produit en preuve plus de 13 000 doses de fentanyl — une augmentation de 65 p. 100 par rapport à 2014.

Au moment où la police s'attaque au fentanyl, des substituts plus puissants encore font surface. La police canadienne a récemment saisi des cargaisons de carfentanil et de W-18, qui sont chacun 100 fois plus forts que le fentanyl.

— Rédigé par Eric Stewart

POUR LA SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE

UNE BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE EN APPLICATION INTELLIGENTE

par Deidre Seiden

Lorsqu'on a proposé au chef du Service de police de Prince Albert, Troy Cooper, de mettre à l'essai une application nouvelle intitulée Building Tactical Information System (BTIS), il n'a pas hésité une seconde.

« Notre service étant fort occupé, nous ne pouvions rater l'occasion d'essayer des solutions novatrices aux problèmes complexes qui se présentent, explique le chef Cooper. Il n'est pas toujours possible d'accroître les ressources, alors il faut savoir faire preuve de créativité. »

Au moment de répondre à un appel d'urgence, les policiers doivent s'aventurer en terrain inconnu; le système BTIS, d'Advanced Property Exposure (APX), permet de limiter les risques.

L'outil, qui s'apparente à une bibliothèque virtuelle, fait appel à un service de nuage protégé contenant un éventail de données : cartes, plans d'étage et photos d'immeubles, permettant aux intervenants d'avoir un aperçu détaillé des environs et de l'intérieur d'immeubles.

« Pour une sécurité maximale, les agents doivent disposer de toute l'information disponible sur le lieu où ils se dirigent, et une image vaut mille mots », déclare le chef Cooper.

MISE À L'ESSAI DE LA TECHNOLOGIE

Le Service des incendies de Prince Albert participe également au projet pilote de deux ans. Les données d'immeubles qu'il a recueillies au fil des ans ont servi à alimenter le nuage.

BTIS a fourni la plateforme de diffusion. « La police peut désormais accéder aux mêmes données à des fins tactiques », précise le chef de bataillon Alex Paul, du Service des incendies.

Le s.é.-m. David Schluff, du SP de Prince Albert, dit que, dans le passé, il devait consulter diverses sources pour obtenir la même information. « Grâce à cette appli, tout est disponible dans un système simple et rapide, dit-il. Et épargner du temps nous permet de sauver des vies. »

Le chef des interventions ne perd plus de temps à récupérer l'information; désormais, le répartiteur obtient les données essentielles qu'il transmet aux intervenants instantanément. « Une étape de moins pour moi, explique Alex Paul. Je reçois un avis sur mon appareil, je clique sur l'appli et les données apparaissent à l'instant. »

L'utilisateur peut feuilleter l'appli et zoomer sur l'information recherchée.

Pour mettre à l'épreuve la technologie, la police de Prince Albert a effectué plusieurs exercices de simulation, dont le cas d'un tireur fou et d'un siège barricadé dans une école secondaire.

Le chef des interventions dans cet exercice, le s.é.-m. Schluff, dit que pour intervenir rapidement dans le cas d'un tireur fou, l'appli facilite la planification. Mais une fois à l'intérieur des lieux, la consigne, c'est de ne pas se servir du cellulaire.

« Les agents se déplacent rapidement pour atteindre la menace le plus vite possible; s'arrêter pour consulter son cellulaire n'est ni aisé, ni sécuritaire », explique le s.é.-m. Schluff.

Dans l'exercice de simulation d'un siège barricadé, la technologie a été particulièrement efficace. « Le temps a joué en notre faveur », explique le s.é.-m. Schluff.

On a mis à profit les données de l'immeuble pour déterminer la meilleure façon d'atteindre la salle dans l'école. Si le suspect la quittait, nous connaissions les issues dont il disposait.

« C'est infiniment pratique d'utiliser la technologie pour obtenir l'aménagement des immeubles, surtout les plans d'étage », précise le s.é.-m. Schluff.

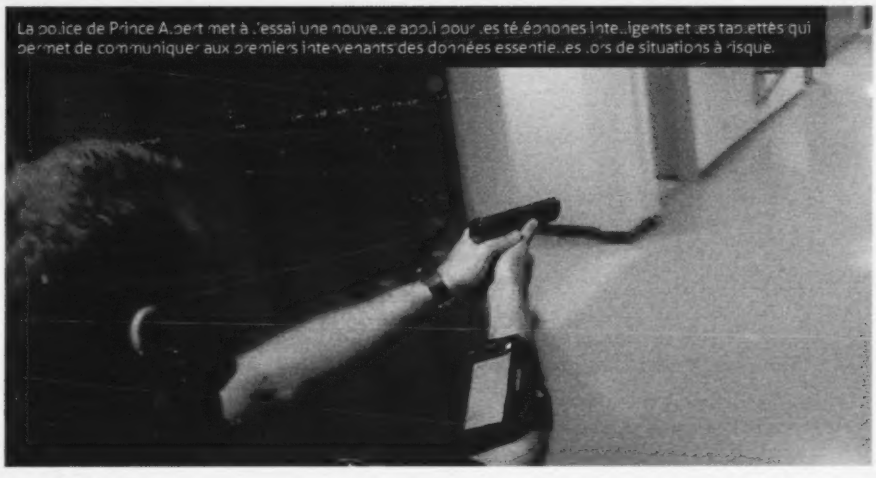
PROCHAINES ÉTAPES

À l'issue des exercices de simulation, APX a continué à peaufiner le logiciel en fonction des commentaires reçus. En plus de transmettre des données cruciales sur les immeubles, l'appli permet maintenant de communiquer des renseignements sur l'incident, notamment la photo du contrevenant, des liens aux médias sociaux sur l'événement ou des textos; elle sera d'une grande utilité pour les villes en rationalisant la collecte d'un éventail de données urbaines.

APX travaille actuellement à un système doté de GPS permettant à un chef des interventions de suivre la position de ses agents sur une carte. Selon Warren Gallagher, directeur de la technologie chez APX, on devrait pouvoir, d'ici six mois, produire la première version, qui permettra aux utilisateurs de localiser une personne par GPS à l'extérieur d'un immeuble.

« L'objectif visé, que nous atteindrons un jour ou l'autre, est la localisation de personnes à l'intérieur d'établissements, souligne M. Gallagher. C'est beaucoup plus difficile, mais nous avons amorcé un projet qui devrait nous permettre de localiser ces sujets sur le plan d'étage d'un immeuble. »

Si BTIS gagne ce pari, l'appli deviendra un outil indispensable, estime le s.é.-m. Schluff. ■



La police de Prince Albert met à l'essai une nouvelle appli pour les téléphones intelligents et les tablettes qui permet de communiquer aux premiers intervenants des données essentielles lors de situations à risque.

APX

AVIS D'UN EXPERT

L'ART D'INTERROGER EFFICACEMENT

POURQUOI LE TON N'EST PLUS ACCUSATEUR

Auparavant, interroger un suspect voulait dire l'accuser d'un crime pour l'amener à passer aux aveux, mais depuis que la GRC a adopté le Modèle progressif d'interrogation des suspects, cette façon de procéder est l'exception plutôt que la règle. Le serg. Darren Carr, spécialiste en la matière à la GRC, a pris une part active à l'élaboration du nouveau modèle. Il s'est entretenu avec Deidre Seiden au sujet des meilleures techniques et des raisons derrière le virage.

EN QUOI CONSISTE LA MÉTHODE D'INTERROGATION PROGRESSIVE?

C'est une méthode qui concilie neutralité et accusation. En Amérique du Nord, on tendait à utiliser la technique Reid, de nature fortement accusatrice. Le nouveau modèle progressif s'inspire du modèle PEACE utilisé au Royaume-Uni. Il s'agit non pas d'accuser le sujet, mais de le laisser s'exprimer librement, puis de se concentrer sur les mensonges vérifiables, par exemple, pour infirmer peu à peu sa version des faits.

QUEL EST LE PLUS GRAND CHANGEMENT?

Avant, on apprenait à rejeter sur-le-champ les dénégations du suspect, ce qui n'est plus le cas. On revient maintenant toujours à la méthode d'interrogation non accusatrice. Si le sujet veut nous donner une raison qui lui semble plausible pour expliquer la présence de son ADN sur le couteau, on le laisse faire.

Et puis on n'essaie plus d'évaluer subjectivement sa gestuelle ou ses propos. Des études ont prouvé que ça ne fonctionne tout simplement pas. C'est d'ailleurs la plus grande faille de la technique Reid : elle se fonde beaucoup sur l'idée qu'il est possible d'évaluer subjectivement la véracité d'une déclaration, ce qui est faux.

Une autre chose qui a changé, c'est qu'on ne cherche pas à obtenir un aveu, mais de l'information. Toute la différence entre le modèle PEACE et la technique Reid est là. On ne s'acharne pas aveuglément à faire avouer le suspect.

QUELLES TECHNIQUES SONT EFFICACES PENDANT UNE INTERROGATION?

Au début, on essaie juste de faire parler le sujet à propos de n'importe quoi, pour ensuite enchaîner avec la raison de sa présence au poste de police. Même si la preuve montre qu'il ment, on s'en fout. On veut juste le laisser parler.

La prochaine étape importante est celle de la remise en question. C'est alors que je souligne les incohérences dans la déclaration du sujet, mais de façon neutre. Je le laisse donner l'explication qu'il veut au lieu de l'accuser et de couper court à ses dénégations.

L'autre technique sur laquelle on mise est celle de l'utilisation stratégique de la preuve. Auparavant, si on détenait un élément de preuve quelconque, une bande vidéo par exemple, on entrait dans la salle d'interrogation en disant au sujet que sa culpabilité ne faisait aucun doute, qu'il ne servirait à rien de la nier et qu'il ne lui restait plus qu'à s'expliquer. Maintenant, on lui demande simplement où il était la veille, sachant qu'on a cette preuve en réserve et que s'il ment, on en aura la confirmation objective. Puis à un certain stade de l'interrogation, on sort la pièce en question et on lui demande : « Alors, pouvez-vous expliquer ça? » On y va stratégiquement.

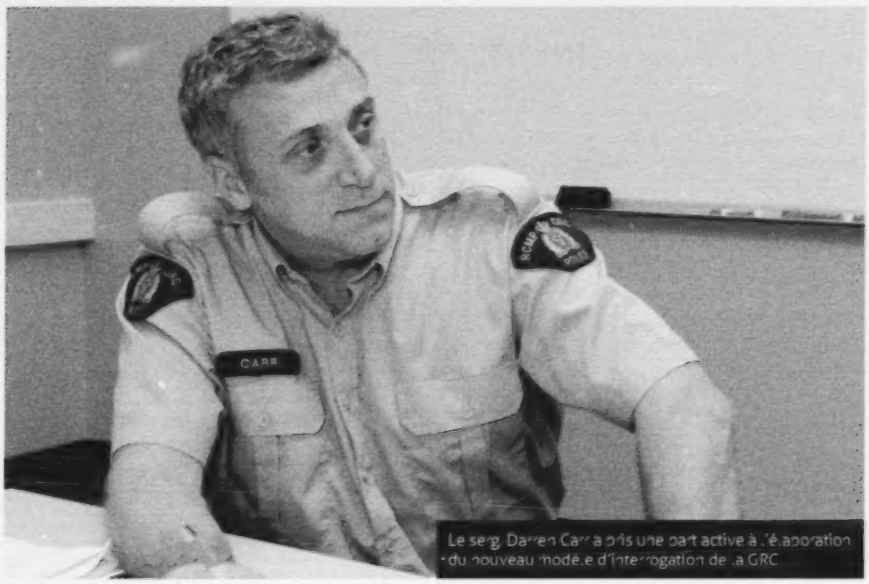
ÉTAIT-IL NÉCESSAIRE DE CHANGER LA FAÇON DE PROCÉDER?

En 2012, quand je faisais partie de l'équipe d'interrogation en Colombie-Britannique, on s'est rendu compte qu'il fallait adapter notre modèle.

On croyait par le passé qu'il était possible de procéder de la même façon pour n'importe quelle interrogation, mais ce n'est pas vrai. L'interrogation est un processus très dynamique. Parfois, on a une montagne de preuves et, parfois, on n'en a aucune. Parfois, le sujet discute volontiers et, parfois, il se tait. Je pense qu'il était naïf de penser qu'un modèle unique pouvait s'appliquer à toutes les interrogations.

Un collègue et moi avons passé un mois au service de police métropolitain de Londres à nous familiariser avec le modèle PEACE et, à notre retour, nous avons créé un groupe de consultation formé d'experts en la matière du pays entier. C'est de là qu'est venu le Modèle progressif d'interrogation des suspects, qui s'adapte selon le déroulement de l'interrogation et qui a été adopté dans l'ensemble de l'organisation.

Une interrogation efficace se mène lentement, sur un ton neutre, avec la conscience de la possibilité de passer à un questionnement accusateur au besoin, sans toutefois qu'il y ait la moindre attente en ce sens. ■



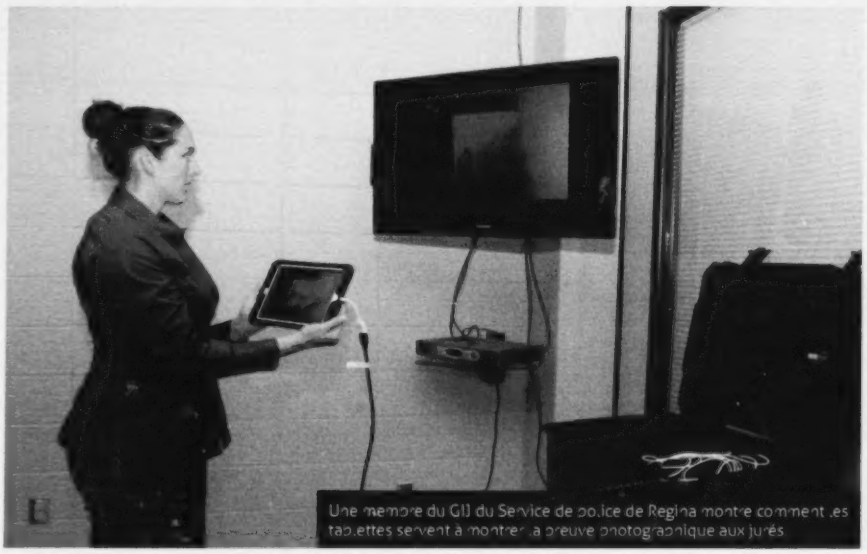
Le serg. Darren Carr a pris une part active à l'élaboration du nouveau modèle d'interrogation de la GRC

Leann Parker, GRC

FAITES ENTRER LA TECHNOLOGIE

LE SERVICE DE POLICE DE REGINA SORT SES TABLETTES

par Amelia Thatcher



Service de police de Regina

Une membre du GIJ du Service de police de Regina montre comment les tablettes servent à montrer la preuve photographique aux jurés

Les salles d'audience de la Saskatchewan sont entrées dans le 21e siècle à la vitesse numérique, avec la première condamnation au criminel obtenue à l'aide de tablettes tactiles. Au terme d'un procès devant jury tenu à Regina, Adam Riley Cyr a été reconnu coupable de meurtre au second degré en janvier 2015, sur la base de photographies et autres éléments de preuve présentés sur des appareils à écran tactile.

Deux ans après avoir fait leur entrée dans les tribunaux, les tablettes font désormais partie du décor des grands procès à Regina.

« C'est si pratique d'avoir tout à portée des doigts, s'enthousiasme William Jennings, procureur régional associé. Les photos sont dans un beau format compact et on peut faire défiler l'ensemble de la preuve dans un ordre logique. »

Le Groupe de l'identité judiciaire (GIJ) du Service de police de Regina a été le fer de lance du passage des albums-photos sur papier aux tablettes — un changement qui fait économiser temps et argent à l'équipe chargée de préparer les dossiers de preuves.

Mais ce n'est pas qu'une question de chiffres. En plus de simplifier la compilation des photos, les tablettes sont aussi utiles aux avocats, aux juges et aux jurés lors des grands procès.

« Le passage aux iPad n'a pas que des avantages financiers, explique le serg. Laurel Marshall qui dirige le GIJ. C'est aussi et surtout une façon plus efficace de présenter la preuve. »

LE POINT TOURNANT

Bien avant le procès d'Adam Riley Cyr, le GIJ cherchait déjà à moderniser la présentation de la preuve photographique. Jusque-là, il fallait imprimer les images, les numéroter et les placer dans des classeurs servant d'albums-photos.

En 2012, le GIJ s'est trouvé au dépourvu lorsqu'on lui a demandé à la dernière minute de préparer neuf albums-photos. L'équipe a dû faire des heures supplémentaires pendant tout le week-end pour en venir à bout. Mais juste avant le procès, la Couronne et la défense ont conclu un accord de plaidoyer, de sorte que les photos n'ont servi à rien et ont dû être déchiquetées.

« Selon nos calculs, la préparation de ces albums-photos a coûté environ 1 800 $, explique le serg. Dean Yadlowski, ancien chef du GIJ. Il aurait mieux valu acheter du matériel informatique avec cet argent — nous n'aurions pas déchiqueté les tablettes et les écrans à la fin du procès. »

C'est ainsi qu'en 2014, le GIJ a fait l'acquisition de deux ensembles de quatre tablettes. Au lieu d'imprimer chaque image, il n'y a qu'à télécharger les fichiers numériques dans chaque tablette. C'est particulièrement utile pour les grands procès (homicides ou voies de fait, p. ex.) où l'on a souvent des centaines de photos des lieux de crime et des autopsies, des cartes géographiques et autres images.

Le GIJ possède à présent quatre ensembles de tablettes, qui ont déjà servi dans 25 procès.

LA PREUVE PAR L'IMAGE ET LE SON

Dans un souci d'équité, la police de Regina veille à ce que tous les participants au procès aient accès aux nouvelles technologies.

« Il faut y aller doucement et s'assurer que tous sont à l'aise avec le procédé et convaincus que le procès est équitable, souligne le serg. Marshall. Si quelqu'un émet des réserves, nous sommes prêts à imprimer les photos. »

Dans les procès où elles sont utilisées, les tablettes sont distribuées au juge, à la défense, au ministère public et au témoin appelé à la barre. Dans les procès avec jury, la tablette destinée aux témoins est branchée à un écran de télé afin que les jurés puissent voir les photos que le témoin compulse. Ainsi, tout le monde est sur la même page.

« Chacun comprend mieux la progression de l'enquête ou l'interrogatoire, poursuit le serg. Marshall. C'est beaucoup plus interactif et on a moins de questions lorsqu'on peut voir et entendre la preuve. »

Outre les photos, un dossier de preuves présenté sur une tablette peut aussi contenir des extraits d'interrogatoires policiers, des vidéos tournées sur les lieux du crime et des animations.

« Les iPad aident le procureur à présenter un récit plus cohérent », renchérit le serg. Yadlowski. L'enchaînement est meilleur, on peut pointer un élément dans une photo, zoomer pour en faire un gros plan ou dézoomer pour voir le contexte.

William Jennings confirme : « Ça donne une meilleure idée du dossier et ça permet de se mettre dans les souliers des enquêteurs. Cette technologie sert tous les acteurs d'un procès. » ■

S'il est probable que seul un faible pourcentage des combattants étrangers rentreront chez eux, la menace qu'ils posent inquiète de nombreux gouvernements, y compris celui du Canada.

LE PHÉNOMÈNE DES COMBATTANTS ÉTRANGERS

LA GRC CONFIE À DES CHERCHEURS L'ÉTUDE DE PROGRAMMES ÉTRANGERS

par Meghan King, Chelsea Rubin et Stephanie MacLellan, diplômées de la Maîtrise en affaires mondiales, Université de Toronto

Depuis bientôt six ans que la guerre sévit en Syrie, les forces de l'ordre n'ont pas fini de s'adapter au phénomène des combattants étrangers dans sa mouture contemporaine. Cette année, la GRC s'est alliée à des étudiants à la maîtrise de l'École des affaires mondiales Munk de l'Université de Toronto afin de l'étudier à fond.

Les étudiants ont examiné ce que font les gouvernements qui s'intéressent aux combattants étrangers afin de proposer des politiques à mettre en œuvre à la GRC et à la collectivité canadienne de la sécurité. Ils ont pris sept mois pour saisir un phénomène complexe, mondial et en évolution, puis ils ont présenté le fruit de leurs recherches à Sécurité publique Canada, à Affaires mondiales Canada et à la GRC, en avril dernier.

PHÉNOMÈNE MONDIAL, RÉPERCUSSIONS LOCALES

L'instabilité se répand au Moyen-Orient, semant la guerre et la déliquescence en Syrie et en Irak. L'ampleur et la complexité du conflit — auquel contribuent des tensions ethniques et sectaires et la colère des sunnites devant leur exclusion politique et les abus — et l'éclosion du groupe armé État islamique (EI, aussi appelé Daech) réservent des défis sans précédents aux forces de l'ordre.

Entre 27 000 et 31 000 personnes provenant d'au moins 86 pays ont rejoint Daech et d'autres groupes belligérants en Syrie et en Irak. Plus de 5 200 d'entre eux viennent d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. S'il est généralement reconnu qu'un faible pourcentage des combattants étrangers rentreront dans leur pays d'origine, la menace qu'ils pourraient poser à leur retour inquiète de nombreux gouvernements, y compris celui du Canada. Ces dernières années, des attentats terroristes ont été commis en Europe par d'anciens combattants étrangers.

Quand le directeur du SCRS Michel Coulombe s'est adressé au Sénat canadien en mars, il estimait que 180 de ces 5 200 voyageurs étaient canadiens et que 60 d'entre eux étaient revenus au pays. Ces chiffres fluctuent et excluent les individus qui ont des activités menaçantes au Canada et qui n'ont pas quitté le pays.

UN REGARD NEUF

Le programme de maîtrise de l'École des affaires mondiales Munk de l'Université de Toronto est un nouveau venu dans l'offre des grandes écoles en relations internationales. Ses premiers diplômés ont terminé le programme en 2012.

Le programme prépare les étudiants aux réalités pratiques du monde complexe qu'est devenu le nôtre. En deuxième année, plutôt que de rédiger une thèse, les étudiants sont jumelés dans un rôle de consultant à des organisations qui se butent quotidiennement à ces réalités : des organisations humanitaires non gouvernementales (ONG), des institutions mondiales comme la Banque mondiale et l'OTAN, des ministères comme Affaires mondiales Canada et la GRC.

En 2015, la GRC a proposé à l'École Munk de donner à une équipe d'étudiants en Affaires mondiales l'occasion d'examiner le phénomène des combattants étrangers qui rentrent au pays (CERP). Ils ont été cinq à côtoyer pendant plusieurs mois l'équipe de Recherche et Innovation de la GRC afin de bien comprendre le contexte juridique dans lequel évoluent les organismes canadiens d'application de la loi, les outils dont dispose

la GRC et le rôle que chacun permet à l'organisation de jouer dans la grande collectivité canadienne de la sécurité.

Au terme de ce projet de recherche, la GRC disposait du survol des actuelles pratiques en usage dans le monde pour gérer la menace des CERP et des répercussions que ces programmes pourraient avoir au Canada si on les y appliquait.

Le projet s'est déroulé en deux temps. On a d'abord recensé les politiques et les programmes d'autres pays concernant les CERP, en ciblant les pays d'où l'on estime qu'au moins une centaine de combattants étrangers ont gagné l'Irak ou la Syrie. Certaines mesures sont propres aux CERP, comme la révocation de citoyenneté, et d'autres relèvent du contre-terrorisme et on les applique aux CERP, comme des programmes de démobilisation.

Ensuite, on a examiné les mesures rattachées aux politiques courantes mises au jour en début de projet. Selon les incidences que chacune pourrait avoir au Canada, on en a proposé diverses combinaisons et examiné les résultats prévus, en tenant compte du contexte canadien et des cadres juridiques national et international.

Il ne s'agissait pas de déterminer quelle était la meilleure combinaison de mesures, ni d'en recommander une particulière au Canada, mais d'examiner des mesures nationales existantes et d'en évaluer l'applicabilité au Canada. Le projet a mis une recherche fouillée à la disposition de la GRC et d'autres partenaires, comme Sécurité publique Canada et Affaires mondiales Canada.

FAITS SAILLANTS

Devant la nouveauté des mesures appliquées aux CERP, les étudiants ont constaté qu'il n'y a pas encore de pratiques exemplaires établies. Des combattants étrangers prennent part à des conflits internationaux depuis des siècles, mais il aura fallu la guerre civile en Syrie et la montée de Daech pour attirer les yeux du monde sur le phénomène. La nouveauté des mesures gouvernementales signifie l'absence de données longitudinales pour évaluer l'efficacité des politiques et des programmes visant les CERP. Les gouvernements élaborent donc des politiques pour contrer la menace des CERP sans bien comprendre ce qui fonctionnera.

Le projet a mis en lumière l'absence d'indicateurs clairs pour évaluer l'efficacité des mesures visant les CERP. Aucun des pays consultés n'avait de document non classifié faisant état des indicateurs utilisés pour juger du succès des mesures visant les CERP et des stratégies de contre-terrorisme. C'est le cas au Canada aussi. Sans indicateur de succès, le cadre dominant est le « zéro échec », ce qui signifie que le moindre attentat terroriste, quelle qu'en soit l'ampleur, correspond à un échec absolu.

Les étudiants s'inquiètent de ce cadre, parce qu'il fixe une norme à peu près impossible à atteindre, et qu'il ne donne aucun crédit au travail de prévention efficace. Ils recommandent un nouveau cadre doté de mesures du degré de succès sur un continuum présentant divers degrés d'échec, de préférence à un cadre « zéro échec ».

Les étudiants ont dégagé ce qu'ont en commun diverses mesures d'autres pays à l'égard du phénomène des CERP et en ont fait l'analyse par type. En combinant les mesures de diverses façons, ils ont pu faire ressortir les enjeux propres à chaque mesure si elle était appliquée au Canada.

Dix stratégies reposaient sur des programmes ou des lois, par exemple des programmes exécutés par la société civile ou avec elle, la lutte à l'extrémisme violent (LEV) dans les prisons, le contrôle et la surveillance, et l'imposition des visas et des contrôles frontaliers pour limiter les déplacements des combattants étrangers.

Trois autres stratégies prévoient l'utilisation de divers outils pour atteindre le but visé, plutôt que de constituer des outils en soi : la déradicalisation, qui vise à modifier ou à modérer l'idéologie extrémiste; la démobilisation, qui vise à empêcher des individus radicalisés de se lancer dans des comportements violents; et la réintégration, qui renforce le potentiel économique et les liens sociaux des CERP afin de les réintégrer à la société.

Enfin, la coordination pangouvernementale demeure à la fois un but et un outil pour atteindre les objectifs en rehaussant l'efficacité et l'efficience des programmes et organismes gouvernementaux.

LES LENDEMAINS DE LA COLLABORATION

Rapprocher les chercheurs canadiens du gouvernement du Canada profite aux deux milieux. La GRC travaille depuis longtemps avec des chercheurs sur des problèmes importants. Ce fut le cas avec le Projet Kanishka et avec le réseau TSAS (Canadian Network for Research on Terrorism, Security and Society).

Mobiliser la nouvelle génération de penseurs canadiens permet à la GRC de mieux comprendre certains problèmes parmi les plus complexes et aux étudiants d'appliquer leurs compétences à des vrais problèmes, de fournir un produit digne de ceux qui émanent des groupes de réflexion professionnels.

En 2016-2017, l'équipe de Recherche et Innovation de la GRC réserve de nouvelles questions aux candidats à la maîtrise de l'École Munk et compte bien renforcer ses liens avec l'université. ■

Des étudiants de l'École des affaires mondiales Munk ont présenté en avril leur recherche sur les combattants étrangers de retour au pays à divers organismes gouvernementaux canadiens.

GRC

RÉCENTES ÉTUDES POLICIÈRES

Les extraits suivants d'études récentes en matière de justice et d'application de la loi reflètent les vues et les opinions des auteurs, mais pas nécessairement celles de leur organisation d'attache. Les rapports intégraux sont accessibles au site Web indiqué à la fin de chaque résumé.

Rédigé par Deidre Seiden

THE REPORTING EXPERIENCES AND SUPPORT NEEDS OF VICTIMS OF ONLINE FRAUD [EN ANGLAIS SEULEMENT]

par Cassandra Cross, Kelly Richards et Russell G. Smith

La fraude en ligne pose une grave menace au bien être financier et général des Australiens. L'Australian Institute of Criminology évalue le coût de la fraude pour les victimes à plus de 6 milliards de dollars annuellement, et la version en ligne de ce crime représente une large part de cette perte. La présente étude porte sur la nature des préjudices, l'expérience vécue par les victimes au moment de signaler leur cas aux autorités, la façon dont elles appréhendent la situation et le soutien dont elles ont besoin pour ce faire.

Les chercheurs ont sondé 80 participants âgés de 30 à 77 ans, pour un âge médian de 56 ans. Quarante six (58 p. 100) étaient des hommes et 34 (42 p. 100), des femmes. Les participants étaient issus de divers pays, principalement d'Australie (68 p. 100), du Royaume Uni (11 p. 100) et de Nouvelle Zélande (5 p. 100).

Pour cette étude, on a demandé aux participants de décrire les répercussions de l'incident sur les plans financier et non financier. Plus particulièrement, on leur a posé la question : « quelle a été la répercussion de l'incident sur votre vie? », puis on les a interrogés sur les répercussions financières, sociales et émotionnelles, selon le cas.

Un éventail de facteurs peuvent influer sur la façon dont les victimes signalent leur mésaventure, notamment le segment démographique, l'attitude envers la police, les antécédents de victimisation, la connaissance du délinquant, la gravité de l'infraction, les possibilités d'indemnisation et le temps et les efforts nécessaires pour déposer un rapport.

Plusieurs facteurs peuvent faire obstacle au signalement de la fraude en ligne, dont le degré de honte éprouvée et les préjugés associés à ce genre de victimisation.

En outre, la diversité des organismes auxquels la victime peut signaler le crime : services de police, organismes de protection des consommateurs, entre autres institutions gouvernementales et non gouvernementales, de même que des organismes du secteur privé comme les institutions financières et les sociétés de télécommunication.

L'existence d'un tel éventail pose trois problèmes : la victime ne sait pas à quel organisme s'adresser; elle pourra devoir signaler le crime à plus d'un organisme et elle risque d'être renvoyée d'un organisme à l'autre dans une valse sans fin, sans obtenir l'aide dont elle a besoin, ce qui peut occasionner une perte de temps et d'énergie de la part de la victime, ainsi que des dépenses, un stress et un préjudice émotionnel supplémentaires.

En gros, les victimes de fraude en ligne constituent un groupe hétérogène de personnes pour lesquelles le crime entraîne un éventail de répercussions et qui, par conséquent, éprouvent des besoins divers.

Si certains participants ont fait part d'une réaction positive au signalement de l'incident, obtenant le soutien voulu de voies tant officielles qu'informelles, d'autres qui n'ont pu faire part de leur victimisation ont rencontré plus d'obstacles et, par conséquent, n'ont pu obtenir de soutien, que ce soit de façon officielle ou informelle. De plus, nombre des personnes qui ont pu confier l'incident à un proche ou aux autorités ont été jugées et blâmées, ce qui souligne l'importance de sensibiliser ceux à qui la victime se déclare ainsi que la population en général.

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL : http://aic.gov.au/publications

CYCLE DE VIE DES SERVICES DE POLICE ADMINISTRÉS PAR LES PREMIÈRES NATIONS AU CANADA

par Savvas Lithopoulos

Les services de police administrés par les Premières Nations du Canada (APN) ont une histoire qui leur est propre, ils ont un mandat et une structure spécifiques, et ils jouent un rôle complexe sur le plan du maintien de l'ordre au sein des collectivités des Premières Nations. En effet, il est difficile pour les provinces et territoires d'offrir des services 24 heures sur 24, sept jours sur sept, et de s'assurer que les délais d'intervention sont adéquats, dans les collectivités autochtones éloignées et isolées qui comptent en moyenne quelque 3 000 résidants et sont généralement servies par de tout petits détachements policiers d'environ neuf agents.

La recherche sur les cycles de vie des services de police montre que les petits services de police, qui déploient habituellement moins de dix agents, sont plus susceptibles d'échouer à cause de leur incapacité à respecter des normes de plus en plus sévères en matière de maintien de l'ordre.

La présente étude vise à déterminer pourquoi certains services de police APN ont été dissous alors que d'autres sont parvenus à survivre.

CONSTATATIONS

Depuis la mise en oeuvre, en 1992, du Programme des services de police des Premières Nations (PSPPN), on a créé 58 services de police APN. De ce nombre, 20 ont été dissous, ce qui représente un taux d'échec d'environ 34 p. 100 pour ces services.

En fin de compte, il s'est révélé que ces organisations avaient été victimes à la fois de leur nouveauté et de leur petite taille. Peu d'entre elles ont été en activité pendant plus de 10 ans. En moyenne, les services dissous employaient 5 agents ou moins, ils fournissaient des services à des collectivités d'environ 1 700 habitants, et leur budget annuel était de 700 000 dollars. Par comparaison, en moyenne, les 38 services de police survivants fournissent des services à quelque 4 500 résidants, comptent environ 22 agents et disposent d'un budget opérationnel d'à peu près 4 millions de dollars.

Cette constatation confirme les recherches antérieures sur les services de police selon lesquelles les nouveaux services de police et ceux de très petite taille sont plus susceptibles de devoir mettre fin à leurs activités parce qu'ils sont incapables de respecter ou de faire respecter des normes de plus en plus rigoureuses en matière de maintien de l'ordre ou de réagir aux crises.

La résiliation d'une entente sur les services

De nombreux facteurs font obstacle au signalement de la fraude en ligne, dont le degré de honte et de préjugés associés à ce genre de victimisation.

de police conclus dans le cadre du PSPPN ne se fait pas sans raison. En général, la résiliation est imputable à de graves violations des modalités de l'entente, de même qu'à de graves manquements aux règles opérationnelles ou éthiques et à l'incapacité de répondre aux normes de plus en plus rigoureuses des services de police provinciaux. La décision de dissoudre un service de police APN est prise conjointement par les deux échelons de gouvernement.

Un facteur important dont n'ont pas tenu compte les recherches antérieures sur le cycle de vie des services de police tient au fait que les jeunes organisations ont aussi tendance à être dotées de policiers, de sous-officiers, de cadres et d'organes directeurs jeunes et inexpérimentés.

La création, dans les années 1990, de très petits services de police APN allait à l'encontre de la tendance lourde et à long terme qui avait vu le jour dans les années 1970 et qui consistait en l'intégration des petits services de police dans les grands services. À ce sujet, les recherches récentes tendent à indiquer que la fusion de très petits services de police avec des services de police de moyenne ou de grande envergure pourrait constituer une stratégie valable dans l'avenir pour les services de police autochtones du Canada.

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
http://www.publicsafety.gc.ca

RACE, STREET LIFE AND POLICING: IMPLICATIONS FOR RACIAL PROFILING [EN ANGLAIS SEULEMENT]

par Steven Hayle, Scot Wortley et Julian Tanner

Les recherches sur les interactions de la police avec des membres de populations marginalisées remontent à fort longtemps. Selon ces études, un taux disproportionnellement élevé de minorités raciales, d'immigrants, de personnes dans le besoin et d'itinérants font l'objet de contrôles et de fouilles de la part des policiers. Toutefois, les chercheurs ne s'entendent pas sur les raisons de ce phénomène.

Pour certains, l'attention des policiers est mobilisée par le comportement criminel des populations marginalisées, alors que d'autres soutiennent que ces groupes font l'objet d'une discrimination fondée sur leur statut de marginalisés. En d'autres termes, on ne s'entend pas sur la perspective (théorie du consensus ou du conflit) permettant d'expliquer ce taux disproportionné des personnes marginalisées faisant l'objet de contrôles et de fouilles.

Pour trancher ce débat, nous comparerons l'expérience de ces pratiques de contrôle et de fouille vécues par deux groupes marginalisés à Toronto : les jeunes de la rue et les étudiants noirs du secondaire. Il s'agit de déterminer si les jeunes noirs et les jeunes de la rue sont interpellés et fouillés dans une proportion supérieure à cause de leur comportement, de leur statut de marginalisés ou de la combinaison de ces deux facteurs.

Nous constatons que si le comportement illégal, et non le statut de marginalisés, constitue la raison principale pour laquelle les jeunes de la rue sont interpellés et fouillés à un taux disproportionnellement élevé par la police, le statut de marginalisés joue un rôle prépondérant pour expliquer pourquoi les étudiants noirs du secondaire sont visés à un taux disproportionné par les contrôles et fouilles de la police. À preuve, notre observation que, contrairement aux étudiants noirs du secondaire, les jeunes Noirs de la rue ne font pas l'objet de profilage racial durant les contrôles et les fouilles de la police.

C'est une observation importante, car elle souligne la prépondérance du comportement criminel, et non du statut de minorité, pour expliquer pourquoi la police interpelle et fouille les jeunes noirs de la rue. Elle apporte un élément nouveau à la recherche, car cette constatation n'est pas encore documentée dans les études criminologiques. Nous concluons que si la théorie du conflit permet mieux d'expliquer le taux disproportionnellement élevé des contrôles et fouilles chez les jeunes étudiants noirs du secondaire, la théorie du consensus est davantage pertinente pour expliquer le nombre disproportionné de contrôles et de fouilles chez les jeunes de la rue.

QUESTIONS POUR LA RECHERCHE

Cette étude enrichit les connaissances sur les contrôles et fouilles de la police en analysant les données d'un sondage sur un échantillon de jeunes de la rue et du secondaire. L'analyse est fondée sur quatre questions :

1. Les jeunes de la rue sont-ils davantage à risque d'être interpellés et fouillés par la police que les étudiants du secondaire?
2. Les jeunes Noirs sont-ils davantage à risque d'être interpellés et fouillés par la police que les jeunes Blancs?
3. Relève-t-on des disparités raciales dans les contrôles et les fouilles effectuées auprès des jeunes de la rue et des étudiants du secondaire?
4. Dans quelle mesure les facteurs liés au mode de vie – le comportement criminel et les activités de loisir public – expliquent-ils la surreprésentation des jeunes de la rue et des jeunes Noirs dans les contrôles et les fouilles de la police?

Cette étude aborde les aspects empiriques et théoriques relatifs aux préjugés de la police et au profilage des jeunes de la rue et des minorités raciales. ■

CONSULTER LE RAPPORT INTÉGRAL :
http://www.utpjournals.press

ILS N'OUBLIENT JAMAIS UN VISAGE

PREMIÈRE SUPER-BRIGADE DE RECONNAISSANCE

par Amelia Thatcher

Le serg.-dét. Eliot Porritt a les yeux rivés sur trois photos imprécises du même homme. Il y a des mois que le prédateur sexuel non identifié s'attaque à de jeunes usagères des transports publics londoniens.

Après chaque agression, la police a fait circuler des images floues de l'homme à moustache et lunettes captées par le réseau de télévision en circuit fermé (CCTV) qui quadrillent la capitale anglaise. En vain.

« C'est bien beau de pouvoir dire "J'ai déjà vu ce gars-là quelque part", remarque le dét. Porritt, de la police métropolitaine de Londres (la « Met »), mais on ne sait pas son nom ni où il a été vu – et c'est ce qu'il faut aux enquêteurs. »

Alors que la plupart des gens oublient de tels détails, le dét. Porritt a une excellente mémoire des visages.

« Chez moi, c'est instinctif, dit-il. Qu'on me montre une photo, peu importe la grosseur du grain ou des pixels, et je devrais être en mesure, si j'ai déjà rencontré l'individu ou si j'en ai souvent vu des photos, de vous dire qui il est et où je l'ai vu. »

Voici que la Met mise sur des policiers comme Eliot Porritt. Ce détective d'expérience fait partie de la nouvelle super-brigade de reconnaissance de la Met, à laquelle lui et cinq autres policiers ont été affectés pour leur faculté inhabituelle à reconnaître les visages – et à clore des affaires en suspens.

L'affaire du prédateur non résolue a ainsi abouti sur le bureau du dét. Porritt. Le visage moustachu du suspect gravé dans sa mémoire, le dét. Porritt a décidé, pour recueillir plus d'information, d'emprunter les mêmes itinéraires que ce dernier en compagnie de sa collègue Alison Young, aussi douée que lui.

« Nous étions partis à l'heure de pointe faire une enquête de suivi, lorsque, reconnaissant soudainement l'homme dans la foule, Alison s'est écriée : « c'est lui! », explique le serg. dét. Porritt. Personne ne l'avait vu dans la dernière année; l'ayant reconnu, nous l'avons poursuivi, puis menotté, deux jours seulement après avoir pris le dossier en main. »

Après l'arrestation du délinquant, en mai 2015, la super-brigade s'est retrouvée sous le feu des projecteurs devenant la première équipe d'enquête sur image en son genre.

Bien avant la mise sur pied de la super-brigade, la Met cherchait des moyens d'accroître le taux d'identification des suspects. En 2012, elle a fait appel à Josh Davis, un psychologue spécialisé en recherche policière à l'université de Greenwich.

« J'avais remarqué que, dans l'ensemble, c'était toujours le même petit groupe de membres de la Met qui arrivait à identifier les suspects, relate M. Davis. Je voulais savoir pourquoi. »

M. Davis a évalué les aptitudes de reconnaissance des policiers à l'aide de tests spécialement conçus. L'un d'eux présentait, pour mesurer l'efficacité mémorielle au fil du temps, des photos de vedettes datant d'avant leur célébrité. M. Davis a constaté que les sujets les plus performants n'étaient pas seulement motivés : ils avaient un talent naturel pour se souvenir des visages.

M. Davis a ainsi établi que 150 des 40 000 membres de la Met possédaient une super-faculté de reconnaissance. Six des meilleurs, y compris Porritt et Young, ont formé en 2015 une brigade pilote temporaire. La capture du prédateur des lignes de bus a confirmé la valeur des recherches de M. Davis et suscité l'établissement d'une super-brigade de reconnaissance à temps plein.

« Il y a un lien direct entre les tests menés et le fait qu'un policier a reconnu un suspect dans un lieu public, commente M. Davis. »

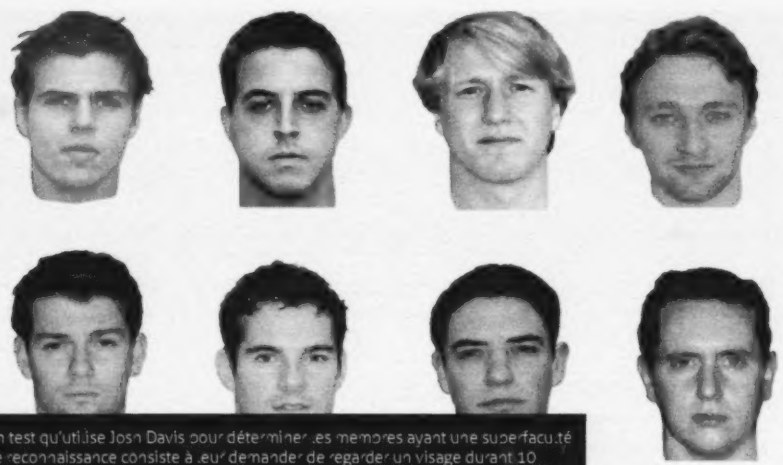
Selon M. Davis, deux pour cent des gens sont des surdoués en reconnaissance. Le serg.- dét. Porritt voudrait mettre à contribution les surdoués étrangers au milieu policier. Il songe à lancer un programme de bénévolat offrant aux citoyens la possibilité d'exercer leurs aptitudes naturelles pour aider la police.

Depuis 2015, la super-brigade connaît un franc succès : plus de 2 800 suspects identifiés à partir d'images CCTV.

« Ce nombre est très élevé si l'on tient compte du fait que nous sommes seulement six, affirme Porritt, maintenant chef de la brigade.

L'an dernier, une identification a permis de clore 43 affaires en cours. Le suspect, Austin Cabellero, a été identifié par l'œil de lynx d'un surdoué en reconnaissance après avoir été arrêté pour vol dans une boutique de luxe. Après investigation, la brigade a reconnu Cabellero sur des dizaines d'autres images de vols captées par le réseau de vidéosurveillance londonien.

« Seul l'usage de nos aptitudes particulières, conclut le dét. Porritt, peut donner les résultats auxquels on arrive, par exemple faire le lien entre 20 enquêtes laissées sans conclusion par 20 différents enquêteurs qui étaient sans le savoir à la recherche du même individu. » ■



Un test qu'utilise Josh Davis pour déterminer les membres ayant une superfaculté de reconnaissance consiste à leur demander de regarder un visage durant 10 secondes, puis de trouver le visage correspondant parmi huit visages similaires.

Photo fournie par Josh Davis